



Dossier Enseignants

Vies d'exil. Des Algériens en France pendant la guerre d'Algérie 1954-1962.



▪ Sommaire du Dossier :

Synopsis de l'exposition.....p2
 Plan de l'exposition.....p2
 Points d'entrée dans les programmes scolaires.....p4
 Synthèse historique : l'immigration algérienne en France.....p6
 Chronologie détaillée.....p7
 Terminologie : les mots de la guerre d'Algérie et de l'immigration algérienne.....p13
 Biographies des témoins de l'exposition.....p15
 Biographies des personnalités présentées dans l'exposition.....p16
 Biographies des photographes présentés dans l'exposition.....p21
 Synthèse thématique : Peintres et peinture pendant la guerre d'Algérie : la force de l'art.....p23
 Biographies des peintres présentés dans l'exposition.....p25
 Lexique et sigles.....p28
 Ressources et activités pédagogiques.....p29
 Quelques références bibliographiques pour les enseignants.....p31

▪ Synopsis de l'exposition

Cinquante ans après la fin de la guerre d'Algérie, la Cité nationale de l'histoire de l'immigration propose avec l'exposition *Vies d'exils, des Algériens en France pendant la guerre d'Algérie* une plongée inédite dans le quotidien des travailleurs algériens en France entre 1954 et 1962. Pendant cette période, l'immigration, loin de ralentir, s'accélère au contraire, la population algérienne passant au cours de la période de 220 000 à 350 000 personnes.

Fait nouveau dans l'histoire de l'immigration algérienne : il ne s'agit plus exclusivement d'une immigration masculine, et les familles rejoignent peu à peu leurs proches dans l'exil. Entre conflits nationalistes et répression policière, le difficile quotidien n'entame cependant pas la volonté des immigrés de vivre en s'insérant dans la société de consommation qui se profile alors en métropole.

Cette exposition se propose d'aborder les diverses réalités de vie des migrants algériens à travers les questions de la vie sociale - travail, école, logement, loisirs... -, de l'accueil accordé à l'immigration algérienne, entre méfiance et rejet, et de la solidarité envers leur engagement politique et syndical. En effet, la France métropolitaine de l'époque vit successivement au rythme de la guerre d'Algérie, de la vie culturelle et intellectuelle, des événements d'octobre 1961 et enfin, de l'indépendance.

Une riche sélection d'objets, d'œuvres d'art, de documents et de photographies, issue de fonds d'archives, et de collections tant institutionnelles que privées illustrera ces différentes thématiques.

Une production de la Cité nationale de l'histoire de l'immigration, sur une proposition de Benjamin Stora et Linda Amiri, commissaires scientifiques, assistés par Hedia Yelles-Chaouche.

La scénographie : L'Atelier Caravane est créé en 1993 par Alexandre Fruh, graphiste, scénographe et muséographe. À ses côtés, travaillent également Den Bazin, conseillère en communication scientifique et illustratrice et Gille Cavas, assistant scénographe et concepteur 3D.

Les commissaires de l'exposition :

Benjamin Stora : Né à Constantine en 1950, docteur d'État en Histoire et Sociologie, Benjamin Stora est Professeur des universités. Il enseigne à l'université Paris XIII et à l'Inalco (Langues orientales, Paris). Il a publié une trentaine d'ouvrages sur la thématique algérienne.

Linda Amiri : Spécialiste de l'histoire de l'immigration et de l'histoire du mouvement ouvrier, Linda Amiri prépare une thèse sur la Fédération de France du Front de libération nationale (1954-1962) sous la direction de Serge Berstein & Benjamin Stora. Elle est aujourd'hui rattachée au Centre d'Histoire de Sciences-Po et du laboratoire de recherches "Frontières, acteurs et représentations de l'Europe" (FARE) de l'IEP de Strasbourg.

▪ Plan de l'exposition

Section 1 - La vie sociale

1.1 Les Algériens en France, un groupe social hétérogène

1.1.1 Origine, démographie et statut

1.1.2 Les ouvriers : une classe sociale majoritaire

1.2 Panorama des différents logements sur l'ensemble du territoire

1.2.1 Les mal logés : sans abris, bidonvilles, logements insalubres

1.2.2 Foyer de travailleurs et premiers foyers SONACOTRAL

1.2.3 Les logements améliorés

1.2.4 Meublés, garnis

1.3 La vie en communauté

1.3.1 La vie en famille : un univers au féminin

1.3.2 La vie dans les quartiers algériens

1.3.3 Au café

Section 2 : Le rapport à la société française

2.1 Des lieux de contact

2.1.1 L'école

2.1.2 Les lieux de loisirs

2.2 Les « passeurs culturels »

2.2.1 Le Cabaret oriental et la scène artistique algérienne (chanson et émission radiophonique)

2.2.2 Parcours d'intellectuels et d'Artistes à Paris

2.3 Un dialogue avec la société civile

2.3.1. Une solidarité qui s'organise (CIMADE)

2.3.2. Une guerre qui mobilise : la société civile : Comités de paix, artistes et intellectuels français

2.4 Les Algériens sous surveillance des autorités

2.4.1. Le racisme ordinaire

2.4.2. Une surveillance policière accrue

Section 3 . La passion du politique :

3.1 Le crépuscule du Zaïm

3.2 Le second front de la guerre d'Algérie

3.2.1. Conflit FLN/MNA

3.2.2. Des Français dans la guerre : le réseau Jeanson

3.3 La vie en prison (avocats du FLN) : camps d'assignation et prisons

Section 4. Les manifestations d'octobre 1961

4.1 Contexte

4.2 Déroulement des manifestations du 17 octobre 1961

4.3 Les suites de la manifestation

4.4 Bilan et mémoire du 17 octobre

Section 5. La paix partagée

5.1 Autodétermination

5.2. Les fêtes de l'indépendance

5.3 Et après ?

▪ Points d'entrée dans les programmes scolaires

En préambule : Contrairement à une idée répandue dans le grand public, la place de la guerre d'Algérie dans les programmes scolaires n'est pas nouvelle. Elle est inscrite en 3^{ème} depuis presque 40 ans et en Terminale depuis environ 30 ans. Ce n'est pas le cas de l'étude de l'histoire l'immigration qui est apparue pour la première fois à l'école primaire en 2002, dans le secondaire dans les programmes de 1^{ère} STG en 2007 puis plus largement à la rentrée 2011. Jusqu'à aujourd'hui, les deux questions, d'immigration algérienne et de guerre d'indépendance algérienne, sont bien distinctes dans les programmes, même si immigration et guerre d'Algérie sont deux thèmes présents dans les programmes d'Histoire de 3^{ème} et de 1^{ère}. Le fait que ces deux sujets soient abordés la même année laisse libre cours au choix de l'enseignant. La guerre d'Algérie en métropole n'était pas mentionnée explicitement dans les programmes ; elle l'est aujourd'hui dans le nouveau programme de Première générale, en particulier sous l'angle de l'analyse de l'opinion.

Malgré le fort caractère historique de l'exposition « Vies d'exil », une approche transversale est tout à fait envisageable. Les entrées dans les programmes scolaires peuvent être multiples, dans une démarche transdisciplinaire ou non. Cette exposition peut concerner l'enseignement d'Histoire de manière privilégiée, mais aussi les disciplines de Français, Histoire des arts, Littérature & Société, Education civique... Elle s'adresse plus particulièrement aux classes de 3^{ème} et aux lycéens, tous niveaux confondus, bien que la classe de Première représente un temps fort de l'étude de la guerre d'Algérie et de l'histoire de l'immigration.

➤ **Classe de Troisième :**

Histoire (nouveau programme rentrée 2012) : dans la 1^{ère} partie du programme « un siècle de transformations scientifiques, technologiques, économiques et sociales » ; l'étude s'appuie sur **l'histoire d'un siècle d'immigration en France**. Dans la 3^{ème} partie du programme « Une géopolitique mondiale depuis 1945 », le thème 2 s'intitule « **Des colonies aux Etats nouvellement indépendants** » et doit être conduit à partir d'un exemple au choix dont celui de **l'Algérie**. Dans la 4^{ème} partie consacrée à « la vie politique en France », la crise du 13 mai 1958 « est étudiée pour montrer les impasses de la IV^o République ».

➤ **Classe de Seconde :**

Littérature & Société (enseignement d'exploration, rentrée 2010) : thème consacré à « **Regards sur l'autre et sur l'ailleurs** » avec comme point d'entrée « figures de l'étranger : le barbare, l'indigène, l'immigré, l'errant ».

➤ **Première (séries générales) :**

Histoire (nouveau programme rentrée 2011) :

- thème 1 (qui ouvre obligatoirement le programme) : Croissance économique, mondialisation et mutations des sociétés depuis le milieu du XIX^e siècle. Question « Mutations des sociétés », mise en œuvre par l'étude : **l'immigration et la société française au XX^e siècle**. Si l'immigration algérienne n'est pas spécifiquement mentionnée la fiche-ressources d'accompagnement des programmes de 1^{ère} (juin 2011) indique : « la part croissante des populations maghrébines et africaines » pendant les Trente Glorieuses puis plus loin « l'arrivée massive des Maghrébins (près de 39% des migrants en 1975) dans le contexte des séquelles des guerres de décolonisation ».

- thème 4 : Colonisation et décolonisation, question « décolonisation », une étude consacrée à la **guerre d'Algérie**. « La guerre d'Algérie a été depuis cinquante ans un enjeu de mémoire en France comme en Algérie. Pour traiter cette question, il apparaît donc fondamental de faire prévaloir la démarche historique critique et rigoureuse, dans la mesure où il s'agit d'un sujet sur lequel les passions s'exercent encore » (fiche ressources, juin 2011).

➤ **Classe de Terminale (séries L et ES) :**

Histoire : (nouveau programme rentrée 2012) dans le premier thème « le rapport des sociétés à leur passé », la question « Histoire et mémoire » fait apparaître comme sujet d'étude : **l'historien et les mémoires de la guerre d'Algérie**

➤ **Classe de Terminale STG :**

Histoire : sujet d'étude : **L'Algérie à partir de 1954** dans le thème obligatoire sur Décolonisation et construction de nouveaux Etats.

➤ **Classe de Terminale des séries professionnelles :**

Histoire : « La décolonisation et la construction de nouveaux Etats : Inde, Algérie ».

Français : « Identité et diversité » qui demande d'étudier une œuvre littéraire en rapport avec « la colonisation et la décolonisation ».

Voir également le document « La place de l'immigration dans les programmes scolaires » disponible sur notre site Internet : <http://www.histoire-immigration.fr/education-et-recherche/la-pedagogie/des-ressources-pour-enseigner>

▪ **Synthèse historique : L'immigration algérienne en France**

Contrairement à une idée reçue, l'histoire des migrations de l'Algérie vers la France ne commence pas avec la seconde moitié du vingtième siècle. Elle s'inscrit dans un temps bien plus long, même si la période des Trente Glorieuses et le moment des décolonisations connaissent l'accélération de ce courant migratoire.

Jusqu'aux années 1930, l'Afrique du Nord fut une terre d'immigration (et de migrations interrégionales) plus que d'émigration. On sait combien l'Algérie coloniale, notamment, attira des centaines de milliers d'Européens. Mais l'aggravation de la paupérisation des populations autochtones et rurales, couplée à l'augmentation de la population, provoquent, dès la fin du XIXe siècle, un double mouvement d'exode rural et de départ hors des frontières, dans un contexte colonial puisque l'Algérie est colonie française depuis 1830, découpée en départements dès 1848.

A part quelques personnalités politiques ou culturelles (par exemple Abd-el-Kader), les premiers migrants algériens en France sont très majoritairement des travailleurs. À la veille de la Première Guerre mondiale, ils sont quelques milliers qui travaillent notamment dans les usines de Marseille. C'est la Grande Guerre qui amorce véritablement le mouvement migratoire vers la France. Près de 500 000 soldats et travailleurs d'Algérie, mais aussi du Maroc et de Tunisie, sont recrutés par le Service de l'Organisation des Travailleurs Coloniaux, créé en 1916 au sein du Ministère de la Guerre. Les pouvoirs publics français renvoient en 1918 travailleurs et soldats dans leurs colonies d'origine, mais certains réussissent à rester en France. Dès 1921, plus de 35 000 sujets algériens sont recensés en France, leur nombre atteint plus de 85 000 en 1936, avant de redescendre à 72 000 à la veille de la Seconde Guerre mondiale, et seulement 22 000 en 1946.

Ce mouvement migratoire de l'entre-deux-guerres s'inscrit dans une période de très forte immigration, puisque la France est, dans les années 1920, en proportion le premier pays d'immigration du monde, devant les Etats-Unis. Les immigrants viennent alors majoritairement d'Europe, surtout d'Italie ou de Pologne. Au sens strict, les « sujets » algériens ne sont pas des « immigrés », puisqu'il ne sont pas des étrangers : ils ont la nationalité française, mais ne disposent pas des droits liés à la citoyenneté. Cependant, loin de leur faciliter leur installation en France, cela la complique plutôt, puisqu'une réglementation stricte soumet les sorties des ressortissants des territoires colonisés à autorisation. La libre circulation pour les « sujets » algériens est décidée par le Front Populaire en 1936, mais suspendue dès 1937, et le principe n'en sera rétabli qu'en 1947. La population algérienne fait l'objet d'un strict contrôle par les pouvoirs publics. Le Service des affaires indigènes nord-africaine et une brigade de police nord-africaine sont créés en métropole en 1925. Cette surveillance policière

s'accompagne d'une volonté d'intervention sociale, manifestés notamment par la création de la Grande Mosquée de Paris en 1926 et de l'hôpital franco-musulman de Bobigny en 1935.

L'immigration de l'entre-deux-guerres est surtout une immigration de travail, très majoritairement masculine et jeune, comprenant encore peu d'immigration familiale, et marquée par un fort taux de rotation des immigrants. A plusieurs reprises, les retours l'emportent sur les départs, notamment au moment de la crise de 1929. C'est aussi dans cette émigration que se forment la plupart des leaders nationalistes (voir à ce sujet les travaux de B. Stora). Les migrations vers la France reprennent à partir de 1946. Elles sont facilitées par la liberté de circulation, instituée à partir de 1947 pour les Algériens.

La guerre d'indépendance algérienne (1954-1962), même si elle ralentit légèrement dans un premier temps les nouvelles entrées, ne marque aucun temps d'arrêt dans les migrations algériennes. Au contraire. Au cours de ces huit années de conflit, le nombre des Algériens présent sur le territoire métropolitain passe de 211 000 en 1954 à 350 000 en 1962.

L'année 1962 (et dans une moindre mesure les suivantes) est aussi marquée par l'exil définitif de plus d'un million de Français d'Algérie et de dizaines de milliers de harkis (musulmans français d'Algérie supplétifs de l'armée française).

En 1962, 16% de la population étrangère en France est de nationalité algérienne. Les départs d'Algérie plafonnent à partir de 1964. Au printemps 1965, le cap de 600 000 Algériens en France est atteint. Les années 1950 à 70 voient plusieurs modifications importantes : jusque-là migrations souvent temporaires, elles deviennent des migrations d'installation, beaucoup plus familiales qu'elles ne l'étaient jusque-là. Cet aspect s'est renforcé depuis 1974 et l'arrêt officiel de l'immigration de travail.

Depuis plus d'un siècle, la France est donc marquée par une présence algérienne. La société française dans son ensemble a développé de très nombreuses représentations de cette présence, tandis que la culture algérienne a modifié en retour la culture française.

Pour en savoir plus sur l'immigration algérienne pendant la guerre d'Algérie : Peggy Derder, *Immigration algérienne et guerre d'indépendance*, co-édition La Documentation française – Cité nationale de l'histoire de l'immigration, 2012, 71 pages. <http://www.histoire-immigration.fr/education-et-recherche/les-editions/le-point-sur>

▪ Chronologie détaillée : la guerre d'indépendance en Algérie et en France

Quelques dates-clés avant le déclenchement de la guerre d'Algérie :

1926 : Création de l'Étoile nord-africaine par Messali Hadj à Paris

Janvier 1937 : Le gouvernement français dissout l'Étoile nord-africaine

11 mars 1937 : Création du Parti du peuple algérien (PPA) par Messali Hadj à Nanterre

8 mai 1945 : Manifestations nationalistes et massacres d'Algériens dans le Constantinois, à Sétif et Guelma. Entre 15 000 et 20 000 morts

Septembre 1946 : Le Mouvement pour le triomphe des libertés démocratiques (MTLD) est créé par Messali Hadj.

1947 : Statut de l'Algérie

Mai 1952 : Messali Hadj est expulsé d'Algérie après une tournée dans le Constantinois. Il est assigné à résidence à Niort, puis aux Sables d'Olonne, à Angoulême et à Belle-Île-en-mer

14 juillet 1953 : Le MTLD défile dans une manifestation à l'appel du Mouvement de la paix. La police ouvre le feu sur le cortège. 6 Algériens et 1 métropolitain sont tués (50 blessés dont 44 Algériens).

Été 1954 : Crise au sein du MTLD. Scission entre les messalistes et les centralistes qui préparent l'insurrection armée.

En rouge : les dates de la guerre d'indépendance en métropole

En vert : les dates de la guerre d'indépendance en Algérie

1954 :

1^{er} novembre 1954 : L'insurrection éclate en différents points du territoire algérien. Une organisation jusque-là inconnue, le FLN (Front de libération nationale), revendique une série d'attentats. La « rébellion » est dirigée de l'intérieur par six hommes, tous anciens de la branche armée du MTLD (l'Organisation spéciale) : Larbi Ben M'hidi, Didouche Mourad, Rabah Bitah, Krim Belkacem, Mohammed Boudiad, Mostefa Ben Boulaïd. La représentation extérieure au Caire est assurée par Hocine Aït Ahmed, Ahmed Ben Bella, Mohamed Khider, Mohamed Boudiaf.

5 novembre 1954 : Le MTLD est dissous par le gouvernement français. Les responsables et des centaines de militants sont arrêtés. Messali Hadj est mis au secret.

24 novembre 1954 : François Mitterrand, ministre de l'Intérieur, prône le recours à la force.

1^{er} décembre 1954 : Renforts militaires en Algérie

22 décembre 1954 : Messali Hadj crée le Mouvement national algérien (MNA) qui se substitue au MTLD. Édition en France du journal clandestin du MNA « La voix du peuple »

1955 :

Janvier : Mohammed Boudiaf charge Mourad Tarbouche d'organiser les premières cellules de la Fédération de France du FLN, le MNA est alors encore majoritaire en métropole.

26 janvier : Jacques Soustelle est nommé gouverneur général de l'Algérie

31 mars 1955 : Lois sur l'état d'urgence en Algérie (Aurès et Grande Kabylie). Saisies des premiers journaux qui relatent la répression en Algérie.

Fin mars – début avril : Premières arrestations visant les cadres de la Fédération de France du FLN.

18 avril 1955 : La conférence de Bandoung (Indonésie), réunissant les pays non-alignés, consacre l'apparition du FLN et affirme la solidarité avec l'Algérie combattante

1^{er} mai 1955 : Affrontements au cours d'un meeting à Vincennes entre militants messalistes et militants du PCF (vérifier in Blanchard)

Juin 1955 : Première campagne d'intellectuels français contre la condamnation à mort de M. Ben Boulaïd

Juillet 1955 : Naissance de l'UGEMA : Union générale des étudiants musulmans algériens, sous l'égide du FLN

31 juillet – 20 août 1955 : Bouclage du quartier parisien de la Goutte d'Or par les forces de l'ordre après une « émeute » le 30 juillet causée par un énième accrochage entre des policiers et des Algériens du quartier.

Août 1955 : En France, rappel de 60 000 disponibles. Départ des premiers rappelés pour l'Algérie.

20 août 1955 : Soulèvement, sous la conduite de Zighoud Youssef, dans le Nord-Constantinois. 123 morts (71 Européens et 52 Algériens). L'irruption de la paysannerie algérienne est un tournant de la guerre.

13 septembre 1955 : Interdiction du Parti communiste algérien (qui avait rejoint la lutte armée en juin)

11 septembre 1955 : En dépit des protestations de la France, la question algérienne est inscrite à l'ONU.

1^{er} novembre 1955 : Grève générale organisée par le FLN et le MNA dans l'immigration algérienne en France, à l'occasion du premier anniversaire de l'insurrection

Novembre 1955 : Création des SAS, Sections administratives spécialisées en Algérie

1956 :

2 janvier 1956 : Le Front républicain l'emporte aux élections législatives. Les immigrés algériens ont appelé au boycott des élections.

4 janvier 1956 : Investiture de Guy Mollet, président du Conseil

Fin janvier 1956 : Les « règlements de comptes » entre FLN et MNA s'intensifient en métropole

6 février 1956 : « Journée des tomates » à Alger. Guy Mollet cède aux ultras européens. Démission du général Catroux, ministre résident en Algérie.

9 février 1956 : Le gouvernement nomme Robert Lacoste ministre résident en Algérie

24 février 1956 : Le FLN fonde l'Union générale des travailleurs algériens (UGTA). Quelques jours auparavant le MNA avait créé l'Union des syndicats des travailleurs algériens (USTA) en France

9 mars 1956 : Manifestation d'immigrés algériens à Paris, à l'initiative du MNA, devant l'Assemblée nationale contre le vote des pouvoirs spéciaux, sévèrement réprimée. Six Algériens sont tués, des centaines d'arrestations (Vérifier bilan in Blanchard)

12 mars 1956 : Vote des pouvoirs spéciaux (envoi du contingent, généralisation de l'état d'urgence...). Le PCF vote pour. (vérifier date : 11 OU 16 mars ?)

12 avril 1956 : Le gouvernement décide la dissolution de l'Assemblée algérienne

18 mai 1956 : Massacre de soldats français à Palestro. Grande émotion en métropole.

Juin 1956 : Début de la grève des étudiants algériens en France

5 juillet 1956 : Grève générale des Algériens en France et à Alger

20 août 1956 : Congrès FLN de la Soummam. La plate-forme de la Soummam définit les buts de guerre, fixe les conditions du cessez-le-feu et des négociations de paix et déclare le FLN seul et unique représentant du peuple algérien. Création d'un Conseil national de la révolution algérienne (CNRA) et d'un Conseil de coordination et d'exécution (CCE), forme de pouvoir exécutif composé de cinq membres : Abbane Ramdane, Larbi Ben M'hidi, Belkacem Krim, Benyoucef Ben Khedda et Saad Dahlab.

Août : Nouvelles arrestations de cadres de la Fédération de France du FLN.

Septembre 1956 : 400 000 hommes en Algérie

30 octobre 1956 : Création de la SONACOTRAL

Décembre 1956 : Mohamed Lebjouai devient le dirigeant de la Fédération de France du FLN

1957 :

7 janvier 1957 : Le général Massu est nommé responsable de l'ordre à Alger avec tous pouvoirs pour liquider le FLN. Début de la bataille d'Alger

28 janvier 1957 : Le FLN décide une grève générale de huit jours à la veille de la session à l'Assemblée générale des Nations-unies. Cette grève sera brisée par l'armée à Alger. En France, la quasi totalité de la communauté algérienne suit le mot d'ordre de grève ce qui consacre l'hégémonie du FLN sur le MNA.

28 février 1957 : Arrestation à Paris de dirigeants de la Fédération de France du FLN, M. Lebjouai et A. Taleb. Tayeb Bouhlarouf assure ensuite l'intérim.

Mars 1957 : Assassinat de Larbi Ben M'hidi, responsable historique du FLN, en pleine bataille d'Alger, par les soldats parachutistes du colonel Bigeard après avoir été torturé (vérifier date)

28 mai 1957 : Massacres de Melouza, dont les habitants sont pro-MNA, par une unité de l'ALN : 301 morts. Le MNA lance en France une grève de protestation

13 juin 1957 : Investiture de Maurice Bourgès-Maunoury, après la chute un mois auparavant du gouvernement Guy Mollet

12 juin 1957 : Disparition de Maurice Audin

juin 1957 : Omar Boudaoud devient le dirigeant de la Fédération de France du FLN

26 juillet 1957 : Une loi étend au territoire métropolitain une partie des pouvoirs spéciaux accordés pour l'Algérie. Ouverture en métropole des premiers camps d'assignation à résidence : Saint-Maurice-l'Ardoise et Mourmelon-Vadenay

5 août 1957 : Circulaire du Ministère de l'Intérieur créant le fichier Z destinés à recenser les nationalistes algériens en métropole

1^{er} septembre 1957 : Messali Hadj lance un appel pour la trêve entre le FLN et le MNA en métropole

24 septembre 1957 : Démantèlement de la Zone Autonome d'Alger, arrestation de Yacef Saadi, chef du FLN à Alger

30 septembre 1957 : Chute du gouvernement Bourgès-Maunoury

Octobre 1957 : Une partie de la direction du MNA et de l'USTA est assassinée par le FLN. Le MNA riposte par des mitraillages systématiques des cafés pro-FLN.

5 novembre 1957 : Investiture de Félix Gaillard

29 novembre 1957 : Loi-cadre sur l'Algérie

Novembre 1957 : Intensification des violents règlements de compte entre FLN et MNA au sein de l'immigration algérienne en France

1958 :

28 janvier 1958 : Dissolution de l'UGEMA en France

31 janvier 1958 : Adoption de la loi-cadre sur l'Algérie

8 février 1958 : Bombardement du village de Sakhiet-Sidi-Youssef en Tunisie, abritant des membres du FLN. L'opération fait 70 morts, dont 21 enfants.

27 mars 1958 : Saisie du livre La Question d'Henri Alleg publié par les éditions de Minuit

Avril 1958 : La direction de la Fédération de France du FLN s'installe en RFA

13 avril 1958 : Création de l'équipe de football du FLN avec Mustapha Zitouni (issu de l'AS Monaco) et Rachid Mekloufi (AS St-Étienne)

15 avril 1958 : Démission du gouvernement Gaillard

13 mai 1958 : Manifestation sur la place du Forum à Alger. Les manifestants envahissent le bâtiment du Gouvernement général. Création du Comité de salut public à Alger avec à sa tête le général Massu et appel au général de Gaulle.

14 mai 1958 : Investiture de Pierre Pflimlin. Salan crie « Vive De Gaulle » à Alger

19 mai 1958 : Conférence de presse du général De Gaulle qui se déclare prêt à assumer le pouvoir

28 mai 1958 : Démission de Pflimlin ; manifestation « pour la défense de la République » à Paris

29 mai 1958 : Le président de la République, René Coty, appelle le général de Gaulle. Il sera investi le 1^{er} juin par l'Assemblée nationale par 339 voix contre 224

4 juin 1958 : De Gaulle à Alger : « Je vous ai compris »

9 juin 1958 : Le général Salan devient délégué général en Algérie

25 août 1958 : La Fédération de France du FLN décide d'ouvrir un « second front » en métropole par une campagne d'attentats sur le territoire

19 septembre 1958 : formation du Gouvernement provisoire de la république algérienne (GPRA), présidé par Ferhat Abbas

28 septembre 1958 : Référendum sur la nouvelle Constitution. Naissance de la Vè République

2-5 octobre 1958 : Annonce du Plan de Constantine (plan quinquennal de développement pour l'Algérie)

7 octobre 1958 : Ordonnance autorisant l'internement en métropole de toute personne aidant le FLN. Ouverture des centres d'assignation à résidence surveillée de Thôl (Ain) et du Larzac

23 octobre 1958 : Le général de Gaulle offre la « Paix des braves » aux combattants algériens

23-30 novembre 1958 : Élections législatives. Victoire du parti gaulliste

19 décembre 1958 : Paul Delouvrier est nommé délégué général en Algérie. Le général Maurice Challe est général en chef de l'armée française

21 décembre 1958 : De Gaulle premier président de la Vème République

Décembre 1958 : Création du Fonds d'action sociale (FAS) en métropole

1959 :

9 janvier 1959 : Formation du gouvernement Michel Debré

15 janvier 1959 : Libération de Messali Hadj. Il s'installe à Chantilly.

21 janvier 1959 : Ouverture du Centre d'identification de Vincennes

Mai 1959 : Rencontre en Suisse des responsables des réseaux de soutien au FLN

19 juin 1959 : Saisie du livre « La Gangrène » (éditions de Minuit) dénonçant la torture en Algérie

Juillet 1959 : Le général Challe déclenche l'opération « Jumelle »

16 septembre 1959 : Allocution du général de Gaulle qui, pour la première fois, se prononce sur le droit des Algériens à l'autodétermination (3 options par référendum : sécession, francisation, association).

28 septembre 1959 : Le GPRA refuse la proposition du général de Gaulle et exige l'indépendance totale avant toute discussion.

Octobre 1959 : Tentative d'assassinat de Messali Hadj par le FLN

1960 :

Janvier 1960 : Entrée en fonction de la Force de police auxiliaire (FPA) de la Préfecture de police de Paris destinée à contrer les activités nationalistes

24 janvier – 1^{er} février 1960 : Semaine des barricades à Alger

13 février 1960 : Explosion de la bombe atomique à Reggane dans le Sahara

24 février 1960 : Découverte du « réseau Jeanson »

3-7 mars 1960 : Deuxième « tournée des popotes » du général de Gaulle en Algérie pour rassurer l'armée

Mai 1960 : Parution du premier numéro de Vérité-Liberté, édité par le Comité Audin

26-29 juin 1960 : Entretiens de Melun entre les autorités françaises et le FLN. Échec des pourparlers.

5 septembre 1960 : ouverture du procès du réseau Jeanson d'aide au FLN. Jean-Paul Sartre envoie une lettre au tribunal. 14 des 26 accusés écopent de peines maximales. Le lendemain, publication du « Manifeste des 121 » sur le droit à l'insoumission

6 octobre 1960 : publication du Manifeste des intellectuels favorables à l'Algérie française (vérifier)

22 octobre 1960 : attaque de postes de harkis de la Force de police auxiliaire, à Paris par le FLN

27 octobre 1960 : Manifestation de l'UNEF contre la guerre d'Algérie

4 novembre 1960 : Allocution télévisée du général de Gaulle évoquant « Une République algérienne qui existera un jour » (Vérifier date : 14 novembre ?)

9-12 novembre 1960 : Voyage de De Gaulle en Algérie. Manifestations des deux communautés pour ou contre « l'Algérie algérienne »

24 novembre 1960 : Morin délégué en Algérie. Louis Joxe est nommé ministre des Affaires algériennes

9-13 décembre 1960 : Manifestations populaires dans les grandes villes d'Algérie pour l'indépendance

20 décembre 1960 : Les Nations-Unies reconnaissent à l'Algérie le droit à l'autodétermination

1961 :

8 janvier 1961 : Référendum sur l'autodétermination. 75% de « oui »

4 février 1961 : Constitution de l'Organisation armée secrète, OAS, pour l'Algérie française

11 avril 1961 : Conférence de presse du général De Gaulle, il évoque un « État algérien souverain »

22-25 avril 1961 : Putsch des généraux, Salan, Challe, Jouhaud et Zeller, à Alger. De Gaulle assume les « pleins pouvoirs » en recourant à l'article 16 de la Constitution

20 mai 1961 : Ouverture des négociations d'Évian

17 juin 1961 : Ajournement des négociations entre la France et le FLN

Juillet 1961 : Intensification des attentats commis par l'OAS

20 juillet 1961 : Reprise des négociations entre la France et le FLN, à Lugrin. Elles sont suspendues huit jours plus tard.

9-28 août 1961 : Réunion du CNRA à Tripoli. Youcef Ben Khedda devient président du GPRA

8 septembre 1961 : Attentat contre le général De Gaulle à Pont-sur-Seine (OAS ?)

5 octobre 1961 : Communiqué du préfet de police de Paris, Maurice Papon, instaurant un couvre-feu pour les immigrés algériens

17 octobre 1961 : Manifestations d'Algériens à Paris, à l'appel du FLN, violemment réprimées, au moins une centaine de morts

19 octobre 1961 : Manifestations des femmes algériennes devant les prisons françaises

1^{er} novembre 1961 : Journée pour l'indépendance de l'Algérie. Grèves de la faim de détenus algériens.

1962 :

Janvier 1962 : Multiplication des attentats OAS en métropole et à Alger

8 février 1962 : Manifestations à Paris contre l'OAS et pour la paix en Algérie à l'appel du PCF et des syndicats. 8 morts au métro Charonne

13 février 1962 : Manifestation massive de 500 000 personnes à l'occasion des obsèques au cimetière du Père-Lachaise des morts du métro Charonne.

7 mars 1962 : Ouverture des négociations finales d'Évian

19 mars 1962 : Cessez-le-feu en Algérie après la signature des accords d'Évian

23 mars 1962 : Émeutes dans le quartier de Bab-el-Oued à Alger, 20 morts (vérifier bilan)

26 mars 1962 : Manifestation de la rue d'Isly à Alger. L'armée française ouvre le feu sur une foule d'Européens contre les accords d'Évian. La fusillade fait 54 morts et 200 blessés. (vérifier bilan)

30 mars 1962 : L'OAS multiplie les attentats sur le territoire algérien

8 avril 1962 : Référendum en métropole. 90.7% des votants approuvent les accords d'Évian.

14 avril 1962 : Georges Pompidou est nommé Premier ministre en remplacement de Michel Debré

25 mai 1962 : Réunion du CNRA. Crise profonde au sein du FLN

15-30 juin 1962 : Exode de centaines de milliers d'Européens d'Algérie

1^{er} juillet 1962 : Référendum d'autodétermination en Algérie. L'indépendance est approuvée par 99,72% des votants

3 juillet 1962 : Reconnaissance officielle de l'indépendance de l'Algérie. Jean-Marcel Jeanneney est le premier ambassadeur auprès du nouvel État algérien. Le GPRA arrive à Alger.

5 juillet 1962 : Proclamation de l'indépendance algérienne. Naissance de la République algérienne, démocratique et populaire.

22 août 1962 : Attentat de l'OAS contre le général De Gaulle au Petit-Clamart.

20-25 septembre 1962 : Investiture du gouvernement Ben Bella

29 novembre 1962 : le gouvernement algérien crée l'Office national de la main-d'œuvre (ONAMO) dans le but de contrôler et de sélectionner les candidats à l'émigration

▪ Terminologie : les mots de la guerre d'Algérie et de l'immigration algérienne

➤ **Événements, guerre d'Algérie, guerre d'indépendance, guerre de libération.**

Le terme « événements » correspond à la manière officielle de désigner le conflit. On parle aussi d'« opérations de maintien de l'ordre » ou de « pacification » pour évoquer les opérations militaires menées sur le territoire algérien. Parler de guerre ou de conflit reviendrait pour les autorités françaises à reconnaître l'Algérie comme une nation, et non un territoire français.

Si le terme « guerre d'Algérie » est utilisée très tôt, par les contemporains eux-mêmes et les militaires sur le terrain, elle n'est reconnue officiellement qu'en 1999 lorsque les parlementaires adoptent le 18 octobre 1999, la loi substituant à l'expression « opérations effectuées en Afrique du nord », l'expression « Guerre d'Algérie ou combats en Tunisie et au Maroc ». De nombreux historiens préfèrent aujourd'hui utiliser l'expression « guerre d'indépendance algérienne » qui contourne les camps et les idéologies et a le mérite de caractériser l'objet du conflit et pas seulement sa localisation. D'autant plus, que la guerre d'Algérie ne s'est pas jouée uniquement sur le territoire algérien. En Algérie, on parle de « guerre de libération » ou de « révolution ».

➤ **Indigènes, immigrés, Français musulmans d'Algérie, Algériens**

À partir de la mise en place du système colonial, et jusqu'en 1945, la population autochtone de l'Algérie est désignée sous le vocable d'« indigènes ». Le sénatus-consulte de 1865, puis l'ensemble

des lois et règlements des débuts de la III^e République, réunis sous la dénomination de « Code de l'Indigénat » ont précisé ce statut spécifique. Après la Seconde Guerre mondiale, le terme « musulmans » est utilisé et recourt donc à la référence religieuse. Sous le système colonial, qu'ils soient indigènes, sujets ou Français musulmans ; les Algériens s'ils sont bien de nationalité française, ne sont pas des citoyens à part entière puisqu'ils ne disposent pas des mêmes droits. Nationalité et citoyenneté se trouvent ainsi déconnectées. Les Algériens ne sont donc ni immigrés, ni étrangers, mais pas véritablement français.

➤ **Qui sont les « porteurs de valises » ?**

Cette expression désigne les militants français qui soutiennent la lutte indépendantiste algérienne et apportent une aide concrète aux militants du FLN en France. Ce sont le plus souvent des militants situés à l'extrême gauche, imprégnés d'internationalisme, et appartenant aux milieux professionnels de l'Université, de l'édition, du spectacle. L'attitude de la gauche et le vote des pouvoirs spéciaux à Guy Mollet ont précipité la création de ces réseaux. Les plus connus sont le réseau Jeanson (cf biographie Francis Jeanson, infra) et le réseau Curiel. Les militants mènent diverses actions comme l'hébergement ou le déplacement de membres et cadres du FLN, et le transport de fortes sommes d'argent – le plus souvent issues des cotisations de l'immigration algérienne – destinées à l'achat d'armes et de munitions ; d'où ce surnom de « porteurs de valises ». En février 1960, la police arrête une vingtaine de membres du réseau Jeanson. Le 1^{er} octobre, les quinze principaux accusés sont condamnés à dix ans de réclusion (dont Francis Jeanson, jugé par contumace). Ils seront amnistiés par la loi du 17 juin 1966.

➤ **Qui sont les harkis ?**

Après le déclenchement de l'insurrection, l'armée française procède au recrutement de troupes supplétives en Algérie. Cinq catégories de formation civiles sont mises en place pour contribuer au « maintien de l'ordre » : les goumiers des groupes mobiles de police rurale transformés en groupes mobiles de sécurité (GMS), les *mokhaznis* chargés de la protection des Sections administratives spécialisées (SAS), les gardiens des unités territoriales, les groupes d'autodéfense (GAD) et enfin les *harkis*, formant des *harkas* (unités en mouvement), salariés embauchés localement à la journée puis au mois. Le terme harkis désigne ensuite, après l'indépendance et leur rapatriement en France, l'ensemble des supplétifs algériens. Ils représentent au total 250 000 personnes¹.

Des harkis opèrent également en métropole. En décembre 1959, le préfet de police Maurice Papon obtient la création de la Force de police auxiliaire, opérationnelle en janvier 1960. Surnommée les harkis de Paris, cette unité est composée de 220 supplétifs algériens recrutés en métropole parmi les immigrés récalcitrants au FLN, puis pour certains en Algérie.

➤ **Qui sont les Européens d'Algérie ?**

L'Algérie devient très vite après la conquête une colonie de peuplement. Elle est une terre d'immigration avant d'être une terre d'émigration. Une forte communauté, venant non seulement de la métropole mais aussi de divers pays européens, en particulier des territoires ruraux d'Europe du Sud (Espagne, Italie, Malte) s'installe. Cette population représente 150 000 personnes au début du Second Empire et 630 000 personnes en 1901. Elles se voient attribuer des terres agricoles vastes et fertiles, ce qui provoque de nombreuses révoltes locales notamment en Kabylie ou dans le sud de l'Oranie. Seule cette population européenne jouit des droits attachés à la citoyenneté et peut participer pleinement à la vie politique (quelques rares élus algériens peuvent être associés localement à la gestion de communes mixtes). Le décret Crémieux de 1870 y adjoint les Juifs autochtones qui sont naturalisés par le même décret. À la veille de la Toussaint rouge, les Européens d'Algérie sont un peu

¹ Pour en savoir plus : Fatima Besnaci-Lancou, Abderahmen Moumen, *Les harkis*, Paris, éd. Le Cavalier bleu, collection Idées reçues, 2008.

² Gilles Manceron, « La guerre sans nom », in TDC, *La guerre d'Algérie*, n°994, 15 avril 2010, page 8.

³ Yann Scioldo-Zürcher, « Le retour des pieds-noirs », in TDC, *La guerre d'Algérie*, n°994, 15 avril 2010, page

moins d'un million d'habitants tandis que la population algérienne autochtone représente 9 millions de personnes. Les inégalités sont alors criantes. Par exemple, sur 2000 fonctionnaires du Gouvernement général d'Algérie, seuls 8 sont algériens, plus de 80% des enfants européens sont scolarisés contre 20% des enfants algériens². À l'indépendance, l'Algérie se vide de sa population européenne puisqu'en quelques mois 675 000 gagnent la métropole dans des circonstances dramatiques. En mars 1965, seuls 91 276 Français vivent en Algérie³.

➤ **Que désigne l'expression « pieds-noirs » ?**

L'origine de cette expression est complexe. Elle sert à désigner les Européens d'Algérie. Elle est évoquée tardivement, à la fin de la guerre d'Algérie, comme élément d'identité face aux populations autochtone algérienne et métropolitaine.

➤ **Qui sont les soldats, appelés et rappelés ?**

En Algérie, la guerre nécessite le recours à de nombreux hommes. Les militaires dits de carrière n'étant pas en nombre suffisant. De plus, l'armée française vient de quitter l'Indochine, où huit années de guerre de décolonisation ont provoqué de nombreux morts, dont des engagés. Pour l'Algérie, l'armée fait donc appel aux réservistes et aux rappelés. La réserve se compose d'hommes volontaires. En revanche, les rappelés sont des jeunes hommes ayant effectué et terminé leur service militaire et qui doivent se tenir disponibles pour un éventuel rappel pendant trois années. En 1956, suite au vote des pouvoirs spéciaux et au recours au contingent, de nombreux rappelés sont mobilisés, non sans heurts. De nombreuses manifestations ont lieu dans les gares pour protester contre les départs des soldats. L'engagement en Algérie est tel qu'au printemps 1956, 400 000 hommes sont mobilisés. Parmi eux, on trouve aussi des appelés. Un appelé est un jeune Français effectuant son service militaire pendant la guerre d'Algérie. Ils sont près d'1.2 million, envoyés en Algérie entre 1954 et 1961. Les classes d'âge 1932 à 1943 sont concernées. Le contingent correspond à la classe d'âge appelée à faire son service militaire. La durée du service militaire est de 18 mois à l'origine, prolongée de 24 à 27 mois, puis jusqu'à 33 mois.

▪ **Biographies des témoins de l'exposition**

Par ordre d'apparition dans le parcours de l'exposition.

-**M'Hamed Séfir, Chérif Némiche et Mohamed Boukhateb** (section 1) : Arrivés jeunes en France alors que la guerre fait rage en Algérie, ces trois mineurs dont les parcours divergent racontent tous leur quête d'une vie meilleure en métropole. Si les contraintes d'un travail difficile dans les houillères du Nord et les conditions de vie éprouvantes rendent la vie quotidienne souvent pénible, le contexte de la guerre reste l'élément le plus marquant.

-**Monique Hervo** (section 1) : Marquée par les atrocités de la Seconde Guerre mondiale, la jeune femme décide de s'engager auprès des plus faibles. La découverte du bidonville de Nanterre, près de Paris, où s'entassent nombre d'Algériens dans des baraquements insalubres, la pousse à venir vivre auprès d'eux, partageant au quotidien et en pleine guerre d'Algérie leurs peines et leurs joies.

² Gilles Manceron, « La guerre sans nom », in TDC, *La guerre d'Algérie*, n°994, 15 avril 2010, page 8.

³ Yann Scioldo-Zürcher, « Le retour des pieds-noirs », in TDC, *La guerre d'Algérie*, n°994, 15 avril 2010, page 14.

-**Abdelkader Zennaf** (section 1) : Né en Algérie en 1948, Abdelkader Zennaf arrive en France à l'âge de trois ans. Sa famille s'installe à Saint-Chamond près de Saint-Etienne. Ses premières années d'école, le quotidien de sa famille, ses quelques souvenirs d'enfant en temps de guerre permettent de dresser un portrait des premières familles algériennes installées en France.

-**Shérazade et Kamal Hamadi** (section 2) : Kamal Hamadi rencontre la danseuse Shérazade au célèbre cabaret oriental *El-Djazair* (situé dans le Quartier latin à Paris), alors qu'il vient assister aux spectacles de danse en compagnie de son épouse, la chanteuse Noura. Amis de longue date, ces deux artistes illustrent à travers leurs parcours - l'une dans le monde des cabarets, l'autre dans celui de la radio - la richesse et la diversité de la scène artistique algérienne à Paris à cette époque.

-**Saad Abbsi** (section 3) : Né en 1928, Saad Abbsi est originaire de Oued-Souf, petite ville à l'Est de l'Algérie. Après plusieurs mois d'emprisonnement pour cause de militantisme politique, il arrive en France en 1957 et devient responsable de groupe à Gennevilliers. Son témoignage illustre sur le terrain l'organisation quotidienne d'une unité du FLN.

-**Adolfo Kaminsky** (section 3) : Confronté jeune à l'horreur de la Seconde Guerre mondiale, Adolfo Kaminsky s'engage très tôt dans la Résistance. Plus tard, au cours de la guerre d'Algérie, proche du Comité fédéral de la Fédération de France du FLN (dirigé par Omar Boudaoud) il a en charge la filière de faux papiers à destination des réseaux Jeanson puis Curiel⁴.

- **Ali Haroun** (section 4) : Arrivé en France pour suivre des études en droit, il est proche du mouvement national MTLD et intègre rapidement le FLN. A partir de Tétouan (Maroc) il participe à l'organisation d'une presse militante, d'abord *Résistance Algérienne* puis *El Moudjahid* à Tunis (Tunisie). Nommé cadre fédéral, il rejoint la direction de la Fédération de France du FLN dirigée par Omar Boudaoud. En 1961, Ali Haroun participe à l'organisation de la manifestation du 17 octobre et notamment à la rédaction de ses directives. Après la manifestation, des récits ont été rédigés par des manifestants. Ces lettres ont été conservées et certaines sont exposées.

■ Biographies des personnalités présentées dans l'exposition

Par ordre alphabétique.

-**Henri Alleg**, de son véritable nom Henri Salem, arrive à Alger en 1939 à l'âge de 18 ans. Il milite au sein du Parti communiste algérien. En 1951, il devient directeur du journal quotidien, *Alger républicain*. En 1955, le journal, fermement anticolonialiste, est interdit. Henri entre dès lors dans la clandestinité, prend le nom d'Alleg, soutient le FLN et tente malgré tout d'éditer des articles, « sous le manteau » en Algérie et pour certains publiés en France dans *L'Humanité*. Le 12 juin 1957, il est arrêté par des soldats parachutistes au domicile de son ami, Maurice Audin, communiste également et assistant en mathématiques à la Faculté d'Alger. Ce dernier sera torturé à mort, mais officiellement porté disparu. Henri Alleg subit également la torture, pendant un mois au centre d'El Biar, avant d'être transféré au camp de Lodi, puis à la prison de Barberousse à Alger. Il y écrit clandestinement sur son engagement et ses conditions de détention, ainsi que celles de ses co-détenus. Il dissimule les pages écrites et les transmet à ses avocats. Elles parviennent à Paris où son épouse les retranscrit. C'est ainsi que naît *La Question*, ouvrage édité par les éditions de Minuit en 1958 et qui révèle les dessous des « opérations de pacification » et la torture. Le livre est immédiatement interdit mais l'éditeur Nils Andersson le publie en Suisse quelques jours plus tard. Malgré la censure, la diffusion de l'ouvrage est

⁴ Voir l'extrait de l'ouvrage *Adolfo Kaminsky, une vie de faussaire*, de Sarah Kaminsky (éd. Calmann-Lévy) dans le recueil d'extraits littéraires de l'accompagnement pédagogique de l'exposition.

considérable, estimée à 150 000 exemplaires. Il contribue grandement à la prise de conscience en métropole des réalités de la guerre d'Algérie. En 1960, Henri Alleg est inculpé d' « atteinte à la sûreté extérieure de l'État » et de « reconstitution de ligue dissoute » puis condamné à 10 ans de prison. Il est transféré puis incarcéré à la prison de Rennes. À l'occasion d'une hospitalisation, il parvient à s'évader et rejoint la Tchécoslovaquie. Il revient en France après les accords d'Évian, puis en Algérie où il relance la publication d'*Alger Républicain*. En 1965, il doit quitter le pays après le coup d'État de Houari Boumediène.

-Jean Amrouche, de son nom complet Jean El-Mouhoub Amrouche, né le 6 février 1906 en Kabylie et décédé le 16 avril 1962 à Paris, est un poète et journaliste littéraire algérien de langue française. Converti au catholicisme, la famille de Jean Amrouche s'installe à Tunis. Après des études supérieures en France, il est professeur de Lettres dans divers lycées de Tunisie et d'Algérie. Au milieu des années 1930, il publie ses premiers poèmes. Pendant la Seconde Guerre mondiale, il rencontre André Gide à Tunis et rejoint les milieux gaullistes à Alger. Militant de l'indépendance algérienne, il participe le 27 janvier 1956 à Paris au meeting organisé par le comité des intellectuels contre la poursuite de la guerre en Algérie. Il est chassé de la RTF (Radiodiffusion Télévision française) par Michel Debré alors qu'il sert d'intermédiaire entre les instances du FLN et le général de Gaulle dont il est un interlocuteur privilégié. Il continue son activité à la radio suisse de 1958 à 1961. Jean El Mouhoub Amrouche est mort en 1962, quelques semaines après les accords d'Évian.

-Slimane Azem est un poète et chanteur kabyle, né le 19 septembre 1918 à Agoni Ggegghan et décédé le 28 janvier 1983 à Moissac (Tarn-et-Garonne). Émigré en 1937, Slimane Azem connaît le destin de nombreux travailleurs algériens en métropole. Il devient ouvrier dans une aciérie de Longwy pendant deux ans avant d'être mobilisé au déclenchement de la Seconde Guerre mondiale. Il est réformé en 1940 et rejoint la capitale puis est embauché dans le métro parisien. Il est réquisitionné pour le STO dans les camps de travail de la Rhénanie entre 1942 et 1945. Après la Libération, il tient un café dans le XV^{ème} arrondissement où il chantera devant un public pour la première fois. Sur les encouragements d'un autre chanteur de l'immigration, Mohamed El Kamal, il compose ses propres chansons et se produit sur scène à la fin des années 1940. Il enregistre sa première chanson « A Moh A Moh » en 1951 : véritable complainte sur l'exil et hommage au poète kabyle Si Mohand u Mhand. Pendant la guerre d'indépendance algérienne, il poursuit son activité musicale et compose la très célèbre chanson « Criquets, quittez mon pays ! », qui dénonce les méfaits du colonialisme, les colons étant assimilés à des criquets dévastateurs. En 1971, il est le premier artiste algérien à recevoir un disque d'or.

-Mohammed Dib, est né en 1920 à Tlemcen. Dès l'adolescence, il écrit des poèmes et se passionne pour la peinture. Il exerce le métier d'instituteur près de la frontière marocaine avant de devenir comptable à Oujda dans les bureaux de l'armée. Durant la Seconde Guerre mondiale, il est interprète français-anglais auprès des armées alliées. De retour dans sa ville natale après l'armistice, il dessine des maquettes de tapis. De 1950 à 1952, il travaille comme journaliste pour *Alger-Républicain* où il côtoie Kateb Yacine. Il écrit également pour *Liberté*, journal du Parti communiste algérien. C'est en 1952 qu'est publié aux éditions du Seuil, son premier roman, *La Grande Maison*, salué par le prix Féneon, et premier volet d'une trilogie consacrée à l'Algérie. *L'Incendie*, roman au titre évocateur voire prémonitoire, est publié quelques mois avant l'insurrection du 1^{er} novembre 1954. Il est suivi en 1957 par *Le Métier à tisser*. Sur un mode réaliste, n'ignorant rien de la vie rurale et de la pauvreté, cette trilogie entend retracer le destin de l'Algérie tout en dénonçant les injustices nées de la colonisation. Alors qu'il aborde plus explicitement la guerre d'indépendance dans *Un Été africain*, Mohammed Dib est expulsé d'Algérie en 1959 en raison de son militantisme. Il s'installe en France, d'abord dans les Alpes-maritimes puis en région parisienne et poursuit une activité d'écriture prolifique. L'année de l'indépendance, il publie *Qui se souvient de la mer*, un roman à l'écriture plus onirique, dans lequel il évoque la disparition par la mer de constructions édifiées par d'inquiétantes statues, comme une allégorie de la destruction du système colonial. Il produit ainsi une œuvre vaste et intense : poèmes, romans, essais, nouvelles, contes et pièces de théâtre. Il reçoit plusieurs prix dont le Grand prix de l'Académie française en 1994, attribué pour la première fois à un écrivain maghrébin. Il meurt à la Celle St-Cloud en 2003.

-Assia Djebar, de son vrai nom Fatima-Zohra Imalayène, est née à Cherchell en Algérie en 1936. Écrivaine algérienne d'expression française, auteure de quinze romans, de nouvelles, poésies et essais, elle a écrit également pour le théâtre, et a réalisé plusieurs films. Elle suit ses études supérieures en France, mais en 1956 en raison de la grève des étudiants algériens, elle ne passe pas ses examens. Son premier roman *La Soif*, écrit à vingt ans, a paru en pleine guerre d'Algérie. À partir de 1959, elle étudie et enseigne l'histoire moderne et contemporaine du Maghreb à la Faculté des Lettres de Rabat. À l'indépendance, elle retourne en Algérie. Elle enseigne ensuite à l'Université d'Alger. Après la réforme de l'arabisation, elle s'installe en France tout en faisant des séjours réguliers en Algérie. Elle est élue à l'Académie française en 2005. Traduite en vingt-quatre langues, son œuvre a été plusieurs fois couronnée par de grands prix internationaux, dont le prestigieux prix de la Paix. Son œuvre a pour thèmes l'émancipation des femmes, l'histoire, l'Algérie considérée à travers sa violence et ses langues. Assia Djebar est considérée comme l'un des écrivains les plus célèbres et influents d'Algérie et plus largement du Maghreb. Elle s'interroge sans cesse sur son exil : "Je sais que l'exil est devenu ma terre d'élection, le lieu privilégié de l'écriture."

-Ahmed Messali Hadj est né en 1898 à Tlemcen. Il est considéré comme le père du nationalisme algérien. Il émigre à Paris après la Première Guerre mondiale, en 1923. Il adhère au PCF deux ans après et sous l'influence des idées communistes, fonde en 1926 le premier mouvement nationaliste : l'Étoile nord-africaine. Il dénonce l'ordre colonial et revendique l'indépendance de l'Algérie et de l'ensemble des pays du Maghreb. L'Étoile nord-africaine est une première fois dissoute le 26 janvier 1937 par un décret émanant du Front populaire. Elle réapparaît le 11 mars suivant sous le nom de Parti du peuple algérien (PPA) qui est à son tour dissous le 26 septembre 1939. Après une période de clandestinité, et sa libération de prison, Messali Hadj fait renaître le courant nationaliste algérien sous le nom de Mouvement pour le triomphe des libertés démocratiques (MTLD) en novembre 1946. Hésitant sur les formes d'action à mener, il ne parvient pas à empêcher l'éclatement de son parti qui mène à la création du FLN. La guerre d'indépendance sera le théâtre d'affrontements sans merci entre les deux partis nationalistes rivaux, le MNA et le FLN. Durant le conflit, Messali Hadj est placé en résidence surveillée en métropole. Messali Hadj obtient la nationalité algérienne en 1965. Il meurt en France, à Gouvieux dans l'Oise en juin 1974. Son corps est rapatrié et inhumé dans sa ville natale de Tlemcen.

-Gisèle Halimi est née le 27 juillet 1927 à Tunis dans une famille juive traditionnelle. Elle puise dans son passé familial ses convictions féministes. Après des études de droit et de philosophie à Paris, elle entre au barreau de Tunis en 1949 pour y défendre les syndicalistes et indépendantistes tunisiens. En 1956, elle s'inscrit au barreau de Paris pour épouser la cause des militants du FLN, privés en Algérie de leur droit de défense. Elle dénonce sans relâche la torture exercée par les militaires français, même après l'engagement de De Gaulle pour l'arrêt de ces pratiques. Elle défend notamment Djamila Boupacha (après avoir été contactée par son frère via la Maroc), accusée d'avoir posé une bombe qui n'a jamais explosé et soumise à la torture et au viol lors de ses interrogatoires. Elle rencontre de nombreuses difficultés pour mener à bien son combat : les autorisations pour se rendre à Alger ne correspondent pas aux dates du procès, elle se fait expulser... Gisèle Halimi décide donc de médiatiser l'affaire : elle fait appel à Simone de Beauvoir, qui accepte de rédiger un article dans *Le Monde*, de présider le comité de défense « Pour Djamila » et enfin de cosigner son livre⁵ bien qu'Halimi l'ait rédigé seule, afin de partager les poursuites (il est interdit de s'exprimer sur un procès en cours et de faire paraître des extraits du dossier). Elle obtient même de Picasso de dessiner le portrait de Djamila pour la couverture de *Djamila Boupacha* qui sort en 1962. Elle réussit à délocaliser l'emprisonnement et le procès sur le sol métropolitain ; elle craint en effet une exécution sommaire de celle-ci, en raison de la divulgation de la torture par des officiers français. Elle obtient la reconnaissance sur photographies de quelques tortionnaires de Djamila mais n'obtiendra pas plus. 1962 sonne l'indépendance de l'Algérie et l'amnistie généralisée pour les Français et les Algériens : Djamila Boupacha est alors libérée. Gisèle Halimi estime que durant la guerre d'Algérie « *la justice militaire a été utilisée comme un instrument de la domination coloniale* »⁶.

⁵ Voir un extrait de « Pour Djamila Boupacha » de Simone de Beauvoir dans le recueil d'extraits littéraires proposé dans l'accompagnement pédagogique de l'exposition.

⁶ *El Watan*, 23 juin 2001.

-Francis Jeanson est un philosophe né à Bordeaux en 1922 et mort en 2009. Pendant la Seconde Guerre mondiale, il fuit le Service du travail obligatoire (STO) en s'évadant en Espagne avant de rejoindre les Forces françaises libres d'Afrique du nord en 1943. Il devient reporter pour le journal *Alger Républicain* en 1945 et côtoie alors Albert Camus. Il rencontre ensuite Jean-Paul Sartre qui lui confie la gérance de la revue *Les Temps modernes* de 1951 à 1956. C'est dans le numéro 79 de cette publication que Francis Jeanson rédige une violente critique de *L'Homme révolté* d'Albert Camus, article qui provoquera l'opposition entre Sartre et Camus. Parallèlement, Francis Jeanson dirige la collection « Écrivains de toujours » aux éditions du Seuil, dans laquelle il publie Sartre. Entre les deux hommes, se noue une amitié indéfectible. En 1955, alors que la guerre d'Algérie a débuté, Francis Jeanson écrit avec son épouse Colette, *L'Algérie hors-la-loi*. Le couple y affirme la légitimité de la lutte engagée par le FLN. L'ouvrage suscite immédiatement de fortes polémiques, y compris à gauche. Son engagement révolutionnaire dans la lutte anticoloniale, pousse Jeanson à créer en octobre 1957 un réseau de militants français soutenant activement le FLN. Ce réseau clandestin est principalement chargé de porter des fonds mais aussi d'apporter un soutien logistique (hébergement, déplacement) aux militants FLN, d'où l'apparition de l'expression « les porteurs de valise ». En 1960, son nouvel ouvrage intitulé *Notre Guerre*⁷ est publié aux éditions de Minuit et immédiatement saisi. Il y affirme : « l'aide pratique aux Algériens, ce fut d'abord, pour moi, la seule attitude possible, dans la mesure où les dirigeants de la gauche n'étaient plus que des doctrinaires ». Peu de temps après, le réseau Jeanson est démantelé. Le procès des militants du réseau Jeanson s'ouvre le 5 septembre 1960. En fuite à l'étranger, Francis Jeanson est jugé par contumace et condamné à dix ans de réclusion. Il est amnistié en 1966. Il revient alors en France et, sans oublier ses engagements, se consacre à la philosophie et à l'action culturelle.

-Maurice Papon est né dans une famille de notables à Gretz-Armainvilliers en 1910 et mort en 2007 à Pontault-Combault. Haut-fonctionnaire, il est secrétaire général de la Préfecture de Gironde entre 1942 et 1944. Sous sa direction, de juillet 1942 à juin 1944, douze convois transportent de Bordeaux à Drancy, 1600 Juifs qui sont ensuite déportés vers Auschwitz. Il sera condamné en 1998 pour complicité de crimes contre l'humanité. À l'immédiat après-guerre, malgré les contestations du Comité de Libération de Bordeaux, Maurice Papon n'est pas touché par l'épuration. En 1945, il est chargé de la sous-direction de l'Algérie au ministère de l'Intérieur avant d'être nommé chef de cabinet du secrétaire d'État à l'Intérieur. Il est ensuite nommé préfet de Corse puis préfet de Constantine en 1949. Entre décembre 1951 et 1954, Maurice Papon revient en métropole où il occupe le poste de secrétaire général de la Préfecture de police, dirigée par Jean Baylot. Alors que l'agitation nationaliste est à son comble, Maurice Papon est promu secrétaire général du protectorat du Maroc en 1954-1955, puis retourne en Algérie comme Inspecteur général de l'Inspection en mission extraordinaire (IGAME, sorte de préfet régional) à Constantine de 1956 à 1958, en pleine guerre d'Algérie. Pour lutter contre le FLN, il déploie sur le modèle algérois, les DOP (détachements opérationnels de protection) ; et met en place des SAU (sections administratives urbaines) et SAS (sections administratives spécialisées) chargées de maintenir le contact avec la population tout en faisant du renseignement. C'est muni de cette large expérience des questions dites « nord-africaines », que Maurice Papon est nommé Préfet de Police à Paris en 1958. Pour contrer la Fédération de France du FLN, il met en place des méthodes de renseignement et de répression implacables, dont certaines inspirées de l'Algérie, comme la création, fin 1959, d'une Force de police auxiliaire, surnommée les harkis de Paris. Il conduit la brutale répression de la manifestation du 17 octobre 1961 durant laquelle au moins une centaine d'Algériens est massacrée par les forces de police. Il quitte la Préfecture de police en 1967 puis est nommé président de Sud-Aviation. Il est ensuite maire (Saint Amand-Montrond, Cher, 1971-1983), député UDR du Cher (1968-1981) puis ministre du Budget (1978-1981) dans le gouvernement Raymond Barre, sous la présidence de Valéry Giscard-d'Estaing.

-Jean-Paul Sartre est né en 1905 et mort en 1980 à Paris. Auteur prolifique, lorsqu'éclate la guerre d'Algérie, il est autant connu pour son œuvre, en particulier sa philosophie, l'existentialisme, que pour son engagement. Il a alors déjà livré des écrits philosophiques majeurs comme *L'Être et le Néant* (1943),

⁷ Voir un extrait de cet ouvrage dans le recueil d'extraits littéraires proposé dans l'accompagnement pédagogique de l'exposition.

L'existentialisme est un humanisme (1945), des textes littéraires remarquables comme son roman *La Nausée* (1938) et ses pièces de théâtre comme *Les Mouches* (1943), ou *Huis Clos* (1944). Dès 1956, Sartre, notamment par l'intermédiaire de la revue *Les Temps modernes* qu'il a fondée et qu'il dirige alors, prend parti contre le maintien de l'Algérie française, dénonce le colonialisme et soutient le désir d'indépendance du peuple algérien. Le philosophe s'élève contre la torture⁸, revendique le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes et présente le déchaînement de violence comme une gangrène, produit de la colonisation. Il est appuyé par de nombreux contributeurs de la revue. Ces prises de position entraînent la censure. *Les Temps modernes* seront saisis cinq fois entre 1954 et 1962. En 1960, alors qu'éclate la polémique autour des réseaux français de soutien au FLN et le procès Jeanson, il se déclare « porteur de valise » et signe le Manifeste des 121 pour le droit à l'insoumission. Sartre devient une cible pour l'OAS, son appartement est plastiqué deux fois.

- **Abdelmalek Sayad** est né en 1933 à Aghbala en Kabylie et décédé en mars 1998 en France. Il poursuit ses études secondaires au lycée de Béjaïa (Bougie) avant d'entrer à l'École normale de Bouzaréah. Après sa nomination comme instituteur dans la Casbah d'Alger, il continue d'étudier en suivant des cours de philosophie et de psychologie à l'Université d'Alger. C'est là qu'il rencontre Pierre Bourdieu, envoyé pour son service militaire en pleine guerre d'Algérie, qui enseigne la philosophie. Se nouent entre les deux hommes une relation intellectuelle très forte et une amitié indéfectible. Dans le cadre d'une grande enquête scientifique sur les camps de regroupement, commandée par l'ARDES (Association pour la recherche démographique, économique et sociologique), Pierre Bourdieu sollicite Abdelmalek Sayad. Cette grande enquête sociologique établit les conséquences des transformations économiques d'une société coloniale sur les *habitus* des Algériens déplacés de force par l'armée française et sur leurs pratiques sociales quotidiennes. Leur travail aboutit à la publication de l'ouvrage *Le Déracinement* en 1964 aux éditions de Minuit. Il permet de mieux saisir l'ampleur des bouleversements liés à la colonisation et à la répression militaire.

Abdelmalek Sayad émigre en France en 1963 puis rejoint le Centre de sociologie européenne. En 1977, il intègre le CNRS où il devient directeur de recherches en sociologie.

Ses travaux s'orientent rapidement vers la question de l'émigration qu'il ne cessera d'approfondir tout au long de sa carrière jusqu'à devenir une référence nationale puis internationale. Il permet une lecture de l'émigration – immigration, non plus comme un phénomène économique aux conséquences sociales difficiles à cerner mais comme un fait social « dans sa globalité ». Il introduit la perspective historique de l'émigré – immigré en liant sa situation au phénomène de colonisation – décolonisation. Sayad montre, dans le rapport émigré-immigré, le statut de populations prises entre leurs « variables d'origines » et leurs « variables d'aboutissement ». Ses recherches mettent également en lumière l'existence de générations d'émigrés, aux motivations et comportements liés mais différents. On retrouve ses travaux dans de nombreux articles comme « 'El Ghorba' : le mécanisme de reproduction de l'émigration » (Actes de la recherche en sciences sociales, n°2, 1975) ou « Les 'trois âges' de l'émigration algérienne en France » (Actes de la recherche en sciences sociales, n°15, 1977) et ses ouvrages notamment *L'immigration ou les paradoxes de l'altérité* (éditions de Boeck, 1991) ou *La double absence. Des illusions de l'émigré aux souffrances de l'immigré* (Seuil, 1999). Il laisse un ensemble de travaux fondateurs pour tous les scientifiques travaillant sur l'immigration. Ses archives sont conservées au sein de la médiathèque qui porte son nom à la Cité nationale de l'histoire de l'immigration.

-**Siné**, de son véritable nom Maurice Sinet, est né à Paris en 1928. Il publie son premier dessin dans *France Dimanche* en 1952 et reçoit le Grand Prix de l'Humour noir en 1955 pour son recueil *Complainte sans paroles*. Il entre à *L'Express* comme dessinateur politique. Il donne libre cours à ses opinions anticolonialistes pendant la guerre d'Algérie avec de nombreux dessins dénonçant l'armée, les exactions commises en Algérie et s'opposant aux gouvernements en place. Il remplace momentanément François Mauriac, alors auteur du « Bloc-notes » de l'hebdomadaire, et écrit son « déblocage-notes » qui suscite de nombreux courriers indignés. Jean-Jacques Servan Schreiber, fondateur et directeur de la publication, doit donc présenter des excuses. Soutenu par

⁸ Voir l'article de Jean-Paul Sartre « Une victoire » paru dans *L'Express* le 6 mars 1958, présenté dans le recueil d'extraits littéraires de l'accompagnement pédagogique de l'exposition.

Jacques Vergès, alors avocat du FLN, Siné quitte *L'Express* alors que s'achève la guerre d'Algérie, en 1962 puis créera son propre journal, *Siné Massacre*.

-Kateb Yacine, né à Constantine en 1929, a vécu une grande partie de sa vie en exil. Il est l'une des grandes figures de la littérature maghrébine dont la vie et l'œuvre sont marquées par l'engagement.

Adolescent, il assiste et participe aux manifestations du 8 mai 1945 durant lesquelles des milliers d'Algériens sont massacrés. Cet événement, qui le conduit deux mois en prison, forge ses convictions nationalistes. Très tôt, à l'image de nombreux émigrés, il fait des séjours réguliers en France. Ses premiers écrits sont des poèmes puis il devient journaliste au quotidien *Alger Républicain* à partir de 1949.

Publié en pleine guerre d'Algérie, en 1956, son roman, *Nedjma* est salué dès sa parution comme un chef-d'œuvre. Souvenir d'un amour de jeunesse pour une cousine plus âgée et mariée, transfigurée dans le personnage de Nedjma, et de la rencontre d'un aventurier mythomane : Si Mokhtar. Dans sa complexité et ses contradictions, ce roman exprime la quête identitaire des Algériens colonisés. *Nedjma*, c'est un amour d'enfance, c'est la femme éternelle, c'est l'Algérie. *Nedjma*, c'est l'obsession du passé, la quête de l'inaccessible, la résurrection d'un peuple. *Nedjma*, c'est la femme-patrie.

Auteur reconnu dès 1956, Kateb Yacine se consacre ensuite au théâtre avec l'écriture de nombreuses pièces dont certaines sont publiées en 1959 dans *Le cercle des représailles*. Il renoue momentanément avec le roman avec la parution du *Polygone étoilé* en 1966. Il entame un tournant à partir des années 1970, lorsqu'il s'emploie à renouveler le théâtre algérien, sous une forme populaire, en arabe parlé. Ainsi, en 1971, il retourne en Algérie où, pour s'adresser à ses compatriotes, il écrit et monte des pièces comme *Mohamed prends ta valise* (1971) ou *La Guerre de deux mille ans* (1974). Il souhaite ensuite renouer au cœur de son œuvre avec la langue et la culture berbères. Il reçoit en 1987 le Grand Prix national des Lettres. Il meurt en 1989 à Grenoble et est enterré à Alger. Kateb Yacine est aujourd'hui considéré comme le fondateur de la littérature algérienne moderne de langue française.

▪ Biographies des photographes présentés dans l'exposition

-Paul Almasy est né en 1906 à Budapest. Il est attiré très tôt par les voyages et les images, petit garçon rêvant devant l'atlas de sa grand-mère. Il étudie les Sciences Politiques et devient docteur en 1929. Il se destine alors au journalisme de presse écrite. En 1925 son premier reportage le conduit au Maroc pendant la révolte d'Abd el-Krim. Sa carrière de photographe tient au hasard : en 1936 il réalise un reportage sur l'entraînement des athlètes finlandais en vue des Jeux Olympiques de 1936. Le photographe qui devait l'accompagner est malade, il se charge donc des textes et des photos. Le rédacteur en chef du *Berliner Illustrierte* pour qui il réalise ce reportage lui dit alors : « *Tu photographies avec l'esprit d'un journaliste et non avec celui d'un photographe* ». C'est le début d'une longue carrière de photojournaliste. Le grand éditeur suisse Ringier et Cie lui propose de diffuser ses photographies dans la presse allemande et suisse. Cette collaboration dure toute sa vie. En 1938 il s'établit définitivement en France et obtient la nationalité française en 1956. Publié par 278 revues dans 58 pays, il voyage sans cesse, réalisant cinq fois le tour du monde. Il a photographié tous les pays, « sauf la Mongolie ». Souvent qualifié de « photographe sociologue », Almasy photographie de manière systématique les détails de la vie quotidienne, s'intéressant autant aux loisirs, à l'alimentation, aux vêtements, aux logements et à l'éducation sans oublier les paysages. Il photographie les anonymes comme les grands de ce monde. On peut qualifier son approche de « documentaire social ». En Allemagne comme en Suisse, il est considéré comme un grand maître de la photographie du vingtième siècle, aux côtés d'Henry Cartier-Bresson, Gisèle Freund ou Robert Capa. En 1978 il obtient la distinction de « Maître de la photographie par le conseil européen des photographes professionnels ». Son travail en France entre 1950 et 1970 est un formidable témoignage sur la France de l'après guerre. Une monographie "Les vingt glorieuses, la vie quotidienne en France 1950-1970" rassemble ce travail. Durant cette période, il photographie les hôtels et cafés où vivent les Algériens en France tout comme les cours d'alphabétisation qu'ils fréquentent. Il consacre la fin de sa vie à

l'enseignement du journalisme dans les plus grandes écoles française, avant de mourir en 2003. Son fonds de photographie est conservé à Berlin par l'agence AKG.

-Gérald Bloncourt est né en 1926 à Baint en Haïti d'une mère française et d'un père guadeloupéen. C'est à Port-au-Prince qu'il devient linotypiste et anime un syndicat des métiers du livre. Peintre et graveur, il fait partie des fondateurs du Centre d'Art haïtien, remarqué par de nombreux critiques dès cette époque dont André Malraux. Grand lecteur de poésie, il est aussi engagé et peu après les conférences d'André Breton dans l'île en décembre 1945, il prend part à la révolution des « Cinq Glorieuses » en janvier 1946 qui entraînent la chute du gouvernement Lescot. Expulsé à la Martinique, il se prépare au professorat de dessin mais devient reporter photographe, s'éloignant pour un temps des arts plastiques. Il travaille dès 1949 à *L'Humanité* et à *l'Avant-Garde* avant de devenir photographe indépendant. C'est le début d'une œuvre engagée qui se poursuit encore. Il s'attache en particulier aux ouvriers en région parisienne mais pas seulement. Cet intérêt et son histoire personnelle le conduisent à rencontrer le sujet de l'immigration. Reportages, images de chantiers sont tout autant d'histoires personnelles données à voir grâce à ce « regard engagé » politique et sensible aussi.

-Pierre Boulat (1924-1998) est un photographe très actif dans l'après-guerre et l'un des grands photojournalistes des Trente Glorieuses. Nombre de ses photographies ont été prises en France dans des univers très variés. Il suit une formation à « l'école de Vaugirard ». En 1940, il entre à l'Ecole nationale de photographie et de cinéma située alors dans cette rue parisienne et en sort major. Il débute sa carrière de photographe de presse pour *Samedi soir* après la Libération, puis *France Dimanche*, *Elle* et *Paris Match*. Il voyage aux Etats-Unis et au Moyen-Orient puis, crée à Paris un studio de mode tout en travaillant en *free-lance* pour la presse américaine et la presse française. Pierre Boulat travaille en argentique et en noir et blanc, avec des contrastes tranchés. Dès 1955, il est le premier Français travaillant avec *Life magazine*. C'est l'image d'un nuage en forme de champignon atomique au-dessus du Mont Valérien qui a été à l'origine d'une collaboration de 23 ans avec le prestigieux magazine américain. Deux reportages célèbres, l'un sur l'académie militaire de West Point et l'autre intitulé « Regard d'un français sur la femme américaine » lui permettent de voyager. Il couvre l'actualité internationale et photographie de nombreuses personnalités de la vie politique et culturelle. Il est le premier journaliste occidental à pénétrer en URSS après la guerre, en 1957 et le premier journaliste à entrer en Chine après la révolution en 1964. C'est aussi en 1955 qu'il réalise des reportages sur la vie des Nord-Africains en région parisienne, publiés dans *Life* et dans *Paris-Match* : scènes de vie quotidienne, chez le coiffeur, au marché, cafés de la Goutte d'Or, danseuses mais aussi scènes d'intérieur dans des foyers ou des appartements. Il entame ensuite une longue collaboration avec Yves Saint-Laurent et se consacre à l'agence Cosmos qu'il fonde avec son épouse Annie Boulat.

-Élie Kagan est né en 1928 à Paris dans une famille juive. Il souffre pendant la Seconde Guerre mondiale de l'antisémitisme, du port de l'étoile jaune et de devoir se terrer dans des caves pour échapper aux rafles : il se considère comme un « survivant ». Devenu photographe parce qu'il ne « sait rien faire » selon ses dires, il tient toute sa vie à son statut d'indépendant pour être un « reporter engagé ». Parmi ses photographies les plus connues, figurent celles du 17 octobre 1961 : à l'appel du FLN, les Algériens manifestent pacifiquement à Paris contre le couvre-feu qui leur est imposé par le préfet de police Maurice Papon depuis le 5 octobre. A l'insu des forces de police, il réalise une quarantaine de clichés cette nuit-là, témoignant de la brutalité policière, des blessés et des morts, contredisant par l'image même le bilan officiel de 3 morts. Certains clichés accompagnés de son témoignage seront publiés dans *Témoignage Chrétien* daté du 27 octobre à la suite d'un éditorial d'Hervé Bourges. Les jours suivants il couvre les manifestations de femmes algériennes qui demandent la libération des manifestants arrêtés et toujours détenus. Il suit également la manifestation du 8 février 1962 au métro Charonne qui fait 9 morts et bouleverse l'opinion publique. Une foule immense, d'environ 500 000 personnes, suit les obsèques des morts de Charonne et Kagan est parmi eux avec son appareil photo. Élie Kagan soutient l'indépendance de l'Algérie : il affirme que son identité juive le rapproche du destin des Algériens. « *Octobre 61 / Juillet 42 / Octobre 61 / Juillet 42* » peut-on lire dans son « Petit livre gris ». Mandaté par la revue *Révolution africaine* éditée par le FLN, il est invité pendant toute l'année 1963 en Algérie pour

photographier les débuts de l'Etat indépendant. Il est aux côtés de tous les mouvements contestataires, accompagnant par exemple les revendications de « Droit au logement » ou des sans papiers. Depuis sa mort en 1999 ses fonds photographiques (près de 300 000 clichés) ainsi que ses archives personnelles sont conservés à la Bibliothèque de documentation internationale contemporaine (BDIC).

Jean Pottier est né à Courbevoie en 1932. Ingénieur de profession, il débute au bureau de dessins de la Société nationale de Construction Aéronautique du Sud Ouest implantée dans sa ville natale. Ce sont ses collègues qui l'incitent à participer à l'atelier photo créé par le comité d'entreprise. Il continue à photographier « en amateur » à Saint-Nazaire, puis en revenant de son service militaire en 1957, il tente sa chance à *Panorama* qui cherchait un photographe et y est embauché pour sept ans. De 1957 à 1963, il réalise une série sur le bidonville de la rue de la Garenne à Nanterre : « *Je venais de temps en temps, les habitants étaient accueillants, ils acceptaient que je fasse des photos pour informer sur leurs conditions de vie. J'ai apprécié leur participation, car c'était la guerre d'Algérie, ils pouvaient avoir des craintes à propos de mes photos. En fait, elles montraient les logements pauvres, délabrés, les chemins souvent boueux, c'était aussi des vues générales du bidonville. Mon intention était de montrer des images des Algériens habitant les bidonvilles. Le plus important pour moi, c'était les portraits, des hommes, des femmes, des enfants, chez eux, dans leur maison dans la rue, dans leurs activités, dans leur environnement.*

Mes photographies témoignent des années que les Algériens de Nanterre ont vécues dans une situation difficile, dans des logements précaires, un environnement dégradé. Les relations humaines chaleureuses semblaient rendre la vie quotidienne plus supportable. »⁹

Jean Pottier a découvert récemment que les membres du FLN décidaient d'autoriser ou non les prises de vue à l'intérieur du bidonville. Passionné par « *les conditions de vie des gens* », il décide de travailler en *free-lance* et part vivre quelques mois seul en Algérie, désireux de connaître le pays nouvellement indépendant où il n'a pas fait la guerre contrairement à bien des hommes de sa génération.

▪ Synthèse thématique : Peintres et peinture pendant la guerre d'Algérie : la force de l'art

Les conséquences de la guerre d'Algérie sur la vie politique française sont bien connues, de même que les répercussions internationales du conflit. Ce qui l'est beaucoup moins, c'est son impact sur la vie culturelle, en France, en Algérie, et plus largement en Europe.

Jusqu'à une date récente, peu d'historiens avaient travaillé sur l'importante mobilisation des peintres du monde entier en tant que signataires de textes, mais aussi par des œuvres aujourd'hui méconnues et même pour certaines, injustement oubliées tant en France qu'en Algérie. Si l'engagement d'intellectuels et d'écrivains, de militants est souvent rappelé, celui des artistes a été négligé. Certains tableaux ont été très longtemps censurés, d'autres ont été perdus. Les œuvres produites dans le cadre de cette mobilisation illustrent pourtant le rôle de vigiles sensibles des artistes dans la société.

De plus, pour un bon nombre d'entre elles, elles correspondent à des réalisations marquantes dans le cheminement de leurs auteurs. Ces tableaux, ces dessins forment un « corpus » varié de Picasso à Erro, d'artistes internationaux à des peintres algériens qui séjournent alors en France, de l'abstraction aux débuts du *happening*. Or, comme l'a souligné l'historienne d'art Anissa Bouayed qui est la pionnière de cette redécouverte, « *il n'y a pas eu de « patrimonialisation » des représentations picturales de ce que l'on appelle en France la guerre d'Algérie et, en Algérie, la guerre de libération nationale ou la Révolution algérienne* ».

C'est donc à la fois un matériau historique (des œuvres qui témoignent de leur temps) et des réalisations artistiques qu'il s'agit de faire découvrir (dans des styles divers, avec des techniques variées traditionnelles ou novatrices comme la bombe à peinture ou le graffiti).

⁹ Citations extraites du site web de Jean Pottier : <http://pottier.jean.free.fr/CommentBidonville.htm>

Dans les années 1950, le regard des peintres européens tend à se démarquer des représentations exotiques, exotisantes propres à l'orientalisme. C'est Picasso qui « revisite » les *Femmes d'Alger* de Delacroix un mois après le début de l'insurrection. De nouvelles visions s'élaborent alors, la guerre accélère ce processus et le travail de nombreux artistes reflètent leurs émotions, leurs protestations voire leur engagement.

Trois axes peuvent servir de guide dans cette redécouverte :

-La dénonciation de la guerre coloniale se situe dans la lignée de l'antifascisme, de la Guerre d'Espagne et de la Résistance, il s'agit bien là d'un art de protestation et de résistance qui correspond à une tradition culturelle européenne. Dans le domaine des arts plastiques, la condamnation de la guerre est un thème récurrent avec Jacques Callot ou Goya par exemple.

De même, les représentations de la misère ont retenu les peintres depuis longtemps.

Les peintres communistes et contestataires traduisent rapidement leur émotion face aux bidonvilles où vivent nombre d'immigrés, puis face aux horreurs de la guerre. Taslitzky puis Fougeron, Mireille Mialhe s'écartent des canons officiels de l'art prôné par le parti communiste dans des œuvres figuratives et humanistes. C'est Picasso ensuite, l'auteur de *Guernica*, ce peintre qui aime aussi tant les femmes qui réalise le portrait intemporel de Djamilia – Djamilia Boupacha. D'autres dessinateurs protestent directement contre la guerre coloniale, ses horreurs et ses absurdités, Siné s'y consacre dans la presse et aussi en publiant des albums spécifiques.

La cruauté de la guerre, les émeutes, les massacres et la torture sont également mises en images. Comment dire l'horreur ? Les réponses plastiques sont multiples. Les manifestations de rue donnent lieu à des représentations dans différents styles figuratifs chez Fougeron, Jouffroy, Cremonini tandis que Lapoujade est dans un registre abstrait, ou du moins très stylisé dans ses eaux-fortes. C'est le 17 octobre 61 qui semble le moins montré.

La torture, elle, fait irruption dans l'œuvre de nombreux artistes après la publication de *La Question* d'Henri Alleg. Là encore, les peintres inventent des options diverses. Manessier, chargé d'occuper le pavillon français à la biennale de Venise, propose avec ses toiles sur la Passion une dénonciation universelle de la souffrance et du martyr. Crémonini se focalise sur la chair à vif, le corps désarticulé et sanglant. Matta le surréaliste donne des visions de cauchemar. Villeglé lui, se concentre sur les marques du conflit sur les murs de Paris.

Tous les courants contemporains sont représentés : l'École de Paris, l'abstraction, le surréalisme, les Nouveaux Réalistes qui inventent alors leur voie...

-L'émergence d'une peinture algérienne et l'affirmation d'une nouvelle identité algérienne en particulier chez les jeunes peintres algériens est une deuxième clé pour décrypter ces œuvres. Plusieurs sont alors venus en France suivre des études artistiques et à Paris, le plus souvent, ils vivent avec les intellectuels, les écrivains engagés, les militants et parfois militent eux-mêmes.

Atlan n'est pas directement dans ce cas, mais c'est l'artiste maghrébin le plus connu. Présenté comme un artiste de l'École de Paris, il se consacre pleinement à la peinture après des années de lutte et de résistance ; il s'y affirme comme un juif berbère. Si ses tableaux ne délivrent pas un message politique, il met en image en France son Algérie très loin de l'orientalisme.

Issiakhem, Mesli, Khadda et Benanteur font partie de la nouvelle génération venue se former à Paris, capitale artistique, peu avant le début de la guerre d'Algérie. Ces peintres illustrent aussi les remarques précédentes : ils partagent avec les artistes européens le même héritage et les mêmes références plastiques modernes, car c'est à Paris qu'ils sont venus poursuivre leur formation. Comme leurs confrères, plus encore qu'eux, ils ne peuvent être insensibles aux violences de leur temps, d'autant qu'ils vivent aux côtés de militants et d'intellectuels engagés, leurs compagnons, leurs amis, comme Kateb Yacine aux côtés de M'hamed Issiakhem. Exilés volontaires, ils témoignent de la guerre ou la dénoncent, leur travail en est affecté plus ou moins directement. Issiakhem est obsédé par les barbelés et les veuves sont omniprésentes dans ses productions. Si Khadda ne veut pas militer par ses tableaux, il élabore alors un langage pictural non réaliste pour dire la torture, le conflit et pose là les fondements d'une recherche qui sera poursuivie longtemps après 1962.

C'est donc dans cette confrontation à l'expérience migratoire et à la guerre coloniale qu'émergent la nouvelle génération d'artistes algériens et la peinture algérienne. Certains des cheminements qui naissent alors s'épanouiront après 1962 en Algérie ou ailleurs, mais d'autres ont été oubliés.

- Oubliée aussi l'intense mobilisation artistique internationale qui se développe encore après *La Question* et le *Manifeste des 121* (6/9/1961). Elle constitue un chapitre intéressant de l'histoire de l'engagement des artistes au vingtième siècle. Dans le langage plastique qui leur est propre, ces artistes témoignent et protestent. Ces œuvres ne sont pas très connues aujourd'hui. Intellectuels et artistes fonctionnant en synergie organisent des manifestations qui prennent la forme d'expositions itinérantes : *Les anti-procès*. Il s'agit de s'inscrire en faux contre le procès intenté au réseau Jeanson. De façon originale, elles associent écrivains, poètes et plasticiens de toutes tendances : Edouard Glissant, Kateb Yacine, Jean Sénac, le célèbre peintre islandais Erro, J.J. Lebel... en tout une soixantaine d'artistes opposés à la guerre et à la torture. L'un des points d'orgue de cet élan collectif semble être *Le grand tableau antifasciste collectif* de 1961 initié par J.J. Lebel l'un des précurseurs du *happening* en Europe, aujourd'hui artiste et théoricien de l'art. Elle est évoquée dans *Vies d'exil* par une photographie des peintres posant devant cette réalisation protéiforme et multicolore de grande taille. Son histoire est étonnante : J.J. Lebel a su réunir des artistes issus de toutes les avant-gardes : Enrico Baj, Roberto Crippa, Giani Dova, Erro, Antonio Recalcati, lui même dans l'atelier de Crippa à Milan. Cette internationale est complétée par Victor Brauner et Wilfredo Lam. Elle est nourrie de références historiques : Guernica, les réalisations collectives des surréalistes après le premier conflit mondial... Le tableau a été censuré et caché pendant 24 ans, jusqu'en 1985 au fond d'une cave par la justice italienne... pour pornographie. Plusieurs œuvres de cette mouvance contestataire et anticoloniale furent saisies, consacrant leur force subversive. C'est donc aussi le rapport de l'art à l'histoire qui est en jeu ici.

Un grand nombre des œuvres réalisées durant le conflit furent offertes à l'Algérie indépendante en 1964. Ce legs fut largement oublié jusqu'à une grande exposition à Alger en 2008. Les réalités qui les ont inspirées sont douloureuses. Mais il s'agit bien d'itinéraires engagés parallèles, d'un corpus foisonnant, de créations souvent fortes : un patrimoine commun et des mémoires à partager.

Quelques références bibliographiques sur ce sujet :

- Catalogue de l'exposition "Les Artistes internationaux et la révolution algérienne", 28 avril - 1er juin 2008, Musée national d'art moderne et contemporain d'Alger.

- Anissa Bouayed, *L'Art et l'Algérie insurgée*, Préface d'Henri Alleg, Alger, ENAG, 2005.

- Karima Direche-Slimani, « Bouayed Anissa, L'art et l'Algérie insurgée. Les traces de l'épreuve : 1954-1962, ENAG Editions, 2005. », *Revue des mondes musulmans et de la Méditerranée* [En ligne], 115-116 | décembre 2006, mis en ligne le 23 octobre 2006. <http://remmm.revues.org/2935>

▪ Biographies des peintres et précisions sur leurs œuvres présentées dans l'exposition :

-Jean-Michel Atlan (1913-1960) est surtout connu comme l'un des rares créateurs français membres du groupe Cobra. Il est né en 1913 à Constantine dans une famille judéo-berbère et est venu suivre en 1930 des études de philosophie à la Sorbonne. Pendant la guerre, il lui est interdit d'enseigner et commence à peindre. Juif et résistant, il se fait passer pour fou pour échapper à l'exécution. Poète, ami de Gaston Bachelard et de Gertrude Stein, il expose après la guerre et survit comme colporteur. Il participe aux expositions du groupe Cobra fasciné lui aussi par les formes archétypales. Il puise dans le fond légendaire berbère comme dans *La Kahena* pour donner forme et couleurs à une Algérie authentique et résistante. Sa mort précoce en 1960 interrompt son œuvre.

-Abdallah Benanteur est né en 1931 à Mostaganem et se forme d'abord à Oran avec Khadda avant de venir à Paris. Il évolue vers l'abstraction et est devenu un artiste connu internationalement pour ses peintures,

lumineuses et ses gravures. Vivant à Paris, il apparaît aujourd'hui comme l'un des pères de l'art algérien moderne. La période de la guerre d'Algérie marque sa jeunesse mais n'imprime pas son œuvre de façon explicite. C'est associé avec le poète Jean Sénac qu'il édite le premier livre d'art algérien en 1962, initiant une collection qui porte le nom de son frère Charef, mort pendant la guerre d'Algérie. Ces eaux-fortes sont dédiées à la nouvelle Algérie.

-Leonardo Cremonini (1925-2010) est l'un des grands peintres figuratifs de sa génération. Né à Bologne, il vient à Paris en 1951 grâce à une bourse et se partage entre les deux pays tout en voyageant beaucoup. Il est aujourd'hui surtout connu pour ses tableaux lumineux des années soixante-dix qui le rattachent à la nouvelle figuration. Mais en 1960 et 1961, son travail est bouleversé par la guerre d'Algérie et tend vers un expressionnisme qui peut évoquer Soutine ou Bacon. La chair y est torturée, écorchée, rouge vif, les corps sont désarticulés : les peintures focalisent le regard sur la torture, l'innommable.

-Erro Guomundur Guomundsson est né à Olafsvik en Islande en 1932. Après des études à Reykjavik et Oslo, il part en Italie et c'est à Milan qu'il expose pour la première fois. Il y rencontre Alain Jouffroy, Matta et Jean-Jacques Lebel, puis les surréalistes à Paris, dont André Breton. Avec eux, il s'initie à la technique des collages qui constitue tout un pan de son œuvre. Avec Jean-Jacques Lebel, il participe aux Anti-Procès qui prônent l'insoumission et s'inscrivent dans l'anticolonialisme. Marqué comme toute sa génération par les événements de la guerre, il participe à cette mouvance artistique et intellectuelle européenne qui se démarque des nouvelles écoles artistiques américaines triomphantes et porte un regard critique, politique sur leur époque. Ses collages et ses tableaux entendent avoir un sens social, être porteurs d'une révolte face à un présent injuste. C'est bien le sens du tableau « Les Rats-cistes » qui présente toutes les caractéristiques de ce qui devient dans les années soixante la figuration narrative dont Erro est aujourd'hui l'un des grands noms. Il est également l'un des auteurs du grand tableau antifasciste. En 1964, il est aussi donateur et parmi les artistes qui exposent dans « L'art et la révolution algérienne » à Alger. Son œuvre révoltée garde cette orientation face à la guerre du Vietnam ou aux injustices actuelles.

-André Fougeron (1913-1998) est un peintre figuratif qui apparaît comme la figure de proue du réalisme socialiste en France. De ce fait, son travail a été l'objet de bien des polémiques et de bien des critiques comme celles, très virulentes d'Aragon. Méconnu en France, il est depuis peu réévalué. Né dans une famille ouvrière à Paris, il doit travailler jeune et se forme à la peinture en autodidacte. Il se rapproche du parti communiste dans les années trente. C'est en 1932 que le terme de réalisme socialiste est employé pour la première fois officiellement par Staline. Fougeron est alors proche de Boris Taslitsky. Il manque de s'engager dans les Brigades internationales pendant la Guerre d'Espagne mais soutient les Républicains par des tableaux influencés par Picasso. Devenu membre du PCF peu avant la Seconde Guerre mondiale, il se lance dans l'imprimerie clandestine au service de la Résistance tout en continuant à peindre, en particulier des œuvres dénonçant le nazisme. Il est élu à la tête de l'Union des arts plastiques l'année de sa première exposition personnelle, en 1946. En décembre 1948, il publie un texte intitulé : *Le peintre à son créneau* qui apparaît comme un manifeste en faveur de l'art engagé. Il privilégie des sujets du quotidien, de la vie sociale comme les mineurs du nord de la France ou les paysans. Il affirme ainsi : «Ma volonté d'une insertion de la réalité sociale au niveau du vécu quotidien s'affirmait dans ma peinture».

Ces ancrages sont clairs dans l'œuvre *Les Nord-Africains aux portes de la ville* (1953) présentée dans l'exposition « Vies d'exil » et qui est l'une des rares représentations picturales des bidonvilles durant les années cinquante. André Fougeron en fait le premier pan d'un «triptyque de la honte» dénonçant la guerre d'Algérie, les deux suivants étant les orphelins et le massacre de Sakhiet Sidi Youssef, peint peu de temps après l'événement. Moins connu que *La civilisation atlantique*, de 1953, moins complexe aussi, ce tableau témoigne du regard de ce fils de maçon sur les exclus de l'urbanisation et les immigrés algériens stigmatisés montrés surtout par les photographes du social.

Alors que l'abstraction s'imposait, André Fougeron restait attaché à la figure humaine aussi pour être sûr d'être compris. D'autres lectures sont possibles : art engagé, art social... qui permettent d'interroger le rapport de

l'artiste et de l'histoire. Et de redécouvrir une œuvre que certains ont voulu vouer à l'oubli après la mort de Staline.

- **M'hamed Issiakhem** (1928-1985) est l'un des grands peintres figuratifs de l'Algérie contemporaine. Né dans un village kabyle, il grandit en Algérie à Relizane et son adolescence est marquée par un drame : en manipulant au domicile familial une grenade, il provoque un accident qui tue des proches et entraîne l'amputation de son avant-bras gauche. Il devient pourtant l'élève d'un célèbre miniaturiste et est inscrit à l'école des Beaux Arts à Alger. En 1951 à Alger, il fait la rencontre de Kateb Yacine : c'est le début d'une amitié indéfectible. Comme de nombreux peintres de sa génération, c'est dans la capitale française qu'il vient, grâce à une bourse, compléter sa formation en étudiant à l'École des Beaux-Arts entre 1953 et 1958. La guerre d'indépendance hante le travail du peintre. Ses tableaux d'alors peuvent être qualifiés d'expressionnistes et sont traversés par des femmes brisées de douleur, des veuves... Il réinterprète la figure classique de dénonciation de la guerre et des deuils qu'elle entraîne. Les barbelés sont un motif dominant dans certaines de ses œuvres. Militant indépendantiste, il est contraint à partir vivre dans les deux Allemagne. En 1962, il choisit de s'installer dans la nouvelle Algérie indépendante et s'investit dans le professorat et des travaux au service du jeune État. Il illustre aussi des œuvres de Kateb Yacine comme avec le tableau « Femme sur poème » (1985)¹⁰. Il devient également dessinateur de presse. Il reçoit en 1980 le premier Simba d'or à Rome, distinction de l'UNESCO pour l'art africain.

-**Mohammed Khadda** né en 1930, autodidacte, arrive avec Benanteur en 1953 et comme lui travaille à Paris chez un imprimeur. Il suit avec son ami les cours de l'académie de la Grande Chaumière à Montparnasse. Indépendantiste, il adhère en France au Parti communiste et se lie avec des artistes et écrivains dont Kateb Yacine. Le supplice de Maurice Audin, les grandes manifestations en Algérie transforment sa peinture et cet engagement semble le conforter dans son évolution vers l'abstraction. Les œuvres de ces années ont une dimension de témoignage face à la guerre et à ses brutalités et tentent de les dire en à-plats de couleur denses qui s'inscrivent nettement dans les langages picturaux modernes, dans le sillage de Nicolas de Staël son contemporain. Il rentre en Algérie après 1962 et y défend la non-figuration, explorant le patrimoine plastique du Maghreb, enseignant et illustrant les textes de Jean Sénac et de Rachid Boudjedra l'un de ses compagnons de route. Il a largement participé à l'émergence de la peinture algérienne. Il s'est éteint en 1991.

-**Alfred Manessier** (1911-1993) est une figure française de l'abstraction. Son travail peut être qualifié de mystique en écho à sa foi catholique – c'est d'ailleurs après sa conversion qu'il se tourne vers l'abstraction. Son œuvre se concentre sur le mystère des êtres, de la nature, en particulier la lumière de la baie de Somme, sa région natale. Il est également sensible aux paysages méditerranéens. Installé à Paris à partir de 1929, il découvre l'architecture, la fresque, entre les Beaux-Arts, le Louvre, Montparnasse. A l'appel de Bazaine, il participe à l'exposition manifeste contre l'art national-socialiste en 1941 : « *Vingt jeunes peintres de tradition française* » avec ses amis Estève, Lapicque, Le Moal, Singier... Après la Seconde Guerre mondiale, il réinvente l'art du vitrail. Mais ce goût pour le sacré ne l'empêche pas de continuer à s'engager. Par exemple, son travail est influencé par les événements de Hongrie en 1956. En 1962, il occupe le pavillon français à la Biennale de Venise et remporte le grand prix avec un polyptyque consacré à la Passion du Christ dont un élément préparatoire figure dans l'exposition « Vies d'exil ». Cette œuvre s'intitule *Empreinte* (1962) : une empreinte de la figure du Christ souffrant qui dénonce toutes les souffrances humaines même si elle ne fait pas de référence directe à la guerre d'Algérie.

¹⁰ Retrouvez le texte « Issiakhem : œil de lynx et les Américains : Trente-cinq années de l'enfer d'un peintre » de Kateb Yacine, dans le recueil « Rencontre avec quatre écrivains » figurant dans l'accompagnement littéraire de l'exposition.

-Matta (1911-2002), de son véritable nom Roberto Antonio Sebastián Matta Echaurren, est un peintre chilien surréaliste. Architecte au Chili, il émigre à Paris en 1934 et travaille dans l'atelier de Le Corbusier. Il rencontre Federico Garcia Lorca, Dali et André Breton. Il est influencé par Yves Tanguy avec qui se noue une amitié. Pendant la Seconde Guerre mondiale, exilé aux Etats-Unis, il expose ses peintures et se lie avec Duchamp. Dans les années cinquante, il est exclu du groupe surréaliste mais accède à une reconnaissance internationale. Ses peintures deviennent politiques. *Les Roses sont belles* en 1951 est une œuvre inspirée par le procès des Rosenberg. La lecture de *La Question* d'Henri Alleg est à l'origine du grand tableau du même nom en 1958, exposé dans *Vies d'exil*. Ce tableau de grande taille plonge le spectateur dans la salle de torture, le met face à une scène d'horreur, celle-là même que les autorités cachent et voudraient garder secrète ; l'espace est éclaté, les bourreaux ne peuvent pas être repérés, mais l'être supplicié irradie d'intensité. Cette lumière qui vient de la douleur incarne la résistance de l'humanité à la barbarie dans une image universelle, loin de tout détail anecdotique.

La torture est aussi au cœur de *Djemila*, en hommage à Djamilia Boupacha. Matta écrit à propos de cette œuvre : « *L'art doit inventer l'humanité, en créant une culture de l'imagination qui peut mettre en évidence ce qui est caché ou inconnu. L'imagination fournit des idées à un peuple fécond* ». Matta offre l'argent du prix obtenu en Italie pour ce tableau au GPRA et fait don d'une autre œuvre à l'Algérie indépendante en 1964.

Son engagement le pousse à dénoncer également les violences de la guerre d'Espagne ou de la guerre du Vietnam. L'histoire du temps présent est donc inscrite dans son œuvre. A l'instar de Picasso, Matta crée des formes, un langage non figuratif pour dire la violence, la barbarie et par là-même les dénoncer, y résister.

-Jacques Villeglé (Jacques de la Villeglé) est né à Quimper en 1926, c'est l'un des grands plasticiens français depuis le milieu du siècle dernier. Il étudie aux Beaux-Arts à Rennes, puis s'initie à l'architecture à Nantes dans les années de la reconstruction avant de s'installer à Paris en 1949. Dix ans plus tard a lieu sa première exposition personnelle. Son vocabulaire plastique utilise l'affiche lacérée, élément de base de la réalité urbaine. En 1958, il rédige une mise au point sur l'intérêt des affiches lacérées : « des réalités collectives » qui préfigurent le manifeste du Nouveau Réalisme. Il fait partie du groupe des Nouveaux Réalistes qui se forme en 1960 autour de Pierre Restany, avec Raymond Hains, Niki de Saint-Phalle, qui tous ont donné une forme plastique au conflit algérien. Se présentant comme « affichiste » dans les années 50, Jacques Villeglé donne à voir « la guérilla des signes », « le journal du monde de la rue » ; et dans ce journal urbain, la guerre d'Algérie fait irruption. L'œuvre exposée à la fin de l'exposition *Vies d'exil*, « Carrefour-Algérie-Evian » date de 1961 et demeure moins connue que celles qui l'ont suivies. Elle est néanmoins typique de la démarche de l'artiste qui découpe et décolle des portions d'affiches sélectionnées au cours de promenades. Le geste se limite-t-il au collage sur la toile ? Le cadrage tient compte du choc des couleurs, des textes et sans doute des messages des affiches. Sur cette toile colorée, occupée massivement par la publicité pour l'eau minérale Evian et son univers rassurant de source d'intérêt public, l'inclusion d'un article de presse en noir et blanc, souligné d'un liseré noir, avec un mot inquiétant en rouge, un point d'exclamation semble vouloir mettre en évidence le drame algérien, ses deuils au sein même de la France des Trente Glorieuses. « *La lacération représente pour moi ce geste primaire, c'est une guérilla des images et des signes. D'un geste rageur, le passant anonyme détourne le message et ouvre un nouvel espace de liberté. Pour moi, les affiches lacérées rapprochaient l'art de la vie et annonçaient la fin de la peinture de transposition.* » (Jacques Villeglé).

▪ Lexique et sigles :

- CIV : Centre d'identification de Vincennes. Créé en janvier 1959 sur demande du préfet de police Maurice Papon.
- FAS : Fonds d'action sociale. Créé en métropole en décembre 1958.
- FLN : Front de libération nationale. Il naît suite à la scission au sein du MTLN et déclenche l'insurrection de la « Toussaint rouge » marquée par une vague d'attentats sur le territoire algérien et accompagnée par la diffusion de tracts revendiquant l'indépendance et « la restauration d'un État algérien

démocratique et social dans le cadre des principes islamiques ». La Fédération de France du FLN apparaît en 1956.

- FPA : Force de police auxiliaire. Créée par le préfet de police, Maurice Papon, elle est composée de supplétifs algériens chargés de lutter contre les activités nationalistes.
- GPRA : Gouvernement provisoire de la république algérienne. Structure née pendant le conflit, en 1958. Ferhat Abbas en devient le dirigeant.
- MTLD : Mouvement pour le triomphe des libertés démocratiques. Parti nationaliste fondé et dirigé par Messali Hadj. Il remplace le Parti du peuple algérien, si bien qu'il est souvent appelé PPA-MTLD. Les dissensions sur la question de l'action armée mènent à la scission et à la création du FLN.
- MNA : Mouvement national algérien. Il est créé par Messali Hadj suite à la scission au sein du MTLD. Il reste en rivalité avec le FLN.
- OAS : Organisation de l'armée secrète. Formation paramilitaire clandestine, constituée en Algérie en février 1961. Cette association factieuse s'oppose à tout processus menant à la fin de l'Algérie française.
- SAT-FMA : Service d'assistance technique aux Français musulmans d'Algérie.
- SONACROTRAL : Société nationale de construction de logements pour les travailleurs algériens. Elle est fondée en 1956 pour résoudre la pénurie et l'insalubrité de l'habitat des migrants algériens. Le premier foyer ouvre en 1959 à Argenteuil. Son premier dirigeant est Eugène Claudius-Petit.
- UGEMA : Union générale des étudiants musulmans algériens. Créée en 1955 sous l'égide du FLN.
- USTA : Union syndicale des travailleurs algériens. Fondée en 1956 par le MNA.
- UGTA : Union générale des travailleurs algériens. Fondée en 1956 par le FLN.

■ Ressources et activités pédagogiques :

Plusieurs outils pédagogiques sont proposés par le département Éducation de la Cité nationale de l'histoire de l'immigration. Ils permettent la mise en activité des élèves et leur appropriation des contenus de l'exposition. D'autres ressources permettent de travailler en classe sur le sujet en corrélation avec les programmes officiels d'enseignement.

- **Parcours élèves** dans l'exposition. Plus particulièrement destiné aux élèves en classe de Troisième, de Première générale, de Terminale STG et de Terminale professionnelle, ce parcours qui suit les sections de l'exposition permet la mise en activité des élèves. Il peut être repris en classe, notamment grâce aux photographies et documents présentés sur le site Internet.
- **Recueils d'extraits littéraires.** En plusieurs parties suivant les sections de l'exposition, des extraits littéraires de différentes natures (romans, essais, témoignages, chansons, poésie) accompagnent les thématiques de l'exposition. Ils permettent de travailler pendant la visite ou en classe, en particulier dans les enseignements de Lettres ou Littérature et Société. Un autre volume intitulé « Rencontre avec quatre écrivains » est constitué d'extraits littéraires des œuvres des écrivains présentés dans l'exposition : Jean El Mouhoub Amrouche, Mohammed Dib, Assia Djebar, Kateb Yacine.
- **Fiche pédagogique littéraire « étude de la nouvelle intitulée 'Tahar' de Mabrouck Rachedi ».** En lien avec les programmes d'Histoire et de Lettres, cette fiche propose des suggestions pédagogiques pour étudier une nouvelle (parue dans « Algéries50 », sous la coordination d'Elisabeth Lesne et Yahia Belaskri, éditions Magellan – Cité nationale de l'histoire de l'immigration, 2012) pour les élèves de la Troisième au lycée.

- **Fiche pédagogique littéraire** « étude d'un extrait du roman 'Élise ou la vraie vie' de Claire Etcherelli ». Cette fiche propose une étude littéraire sous forme de commentaire composé. Les questions d'analyse du texte s'adressent aux lycéens. Elles sont suivies d'un corrigé et d'un commentaire rédigé.
- **Fiche pédagogique intermusées Musée d'art et d'histoire du judaïsme** – Cité nationale de l'histoire de l'immigration : « **Musique et musiciens d'Algérie (XIX^e-XX^e siècles) : destins croisés** ».
- **Fiche pédagogique intermusées Musée d'art et d'histoire du judaïsme** – Cité nationale de l'histoire de l'immigration « **Quels bouleversements identitaires après l'exil ? Juifs d'Algérie et immigrés algériens en France** ».
- **Fiche pédagogique interstructures Archives départementales du Val-d'Oise** – Cité nationale de l'histoire de l'immigration : « **Militantisme politique et répression de l'immigration algérienne** ». Cette fiche présente et analyse deux documents issus des deux institutions. Leur mise en relation éclaire les aspects politiques de la présence algérienne en métropole. Les Archives départementales du Val-d'Oise présentent un rapport des Renseignements généraux sur la situation des Nord-Africains dans l'arrondissement de Pontoise en date du 20 novembre 1953. La Cité nationale propose une analyse de la Une du journal clandestin *La Voix du peuple*, édité par le MNA, parti de Messali Hadj.
- **Fiche pédagogique interstructures Archives départementales du Val-d'Oise** – Cité nationale de l'histoire de l'immigration : « **Conditions de vie de l'immigration algérienne en région parisienne** ». Cette fiche permet de croiser deux documents issus des deux institutions. Le premier issu des Archives départementales du Val-d'Oise est la requête d'un « Français musulman d'Algérie » relative à ses conditions de logement adressée à la Présidence de la République au mois de décembre 1954. Issues de ses collections, la Cité nationale propose des photographies de Jean Pottier dans le bidonville de Nanterre pendant la guerre d'Algérie.
- **Fiche pédagogique « Guerre d'Algérie et immigration algérienne** ». Proposée par Véronique Servat, enseignante d'Histoire Géographie, pour les élèves de Troisième et de Première. Cette séquence sous la forme de diaporamas, permet à partir de frises chronologiques et de nombreux documents de différentes natures (coupures de presse, photographies, extraits d'ouvrages historiques ou de déclarations politiques de l'époque) d'étudier les lieux, les acteurs et les enjeux de la guerre d'indépendance algérienne.
- **Séquence pédagogique « Enseigner l'histoire de la guerre d'Algérie en lien avec celle de l'immigration algérienne en interdisciplinarité Lettres – Histoire** ». Réalisée par Renaud Farella, enseignant d'Histoire Géographie et Alain Degenne, professeur de Lettres, avec des élèves de Troisième sur plusieurs séances de travail en classe.
- **Séquence pédagogique « La chanson arabe de l'exil : creuset historique, culturel et linguistique** ». Réalisée par Jaouad Boutaybi, professeur d'Arabe, en Terminale LV1 LV2, cette séquence permet d'aborder en classe une chanson pluriglossique (espagnol, français, arabe), de réfléchir sur l'oralité, le passage de l'arabe littéraire à l'arabe dialectal et évoquer le parcours de la première génération des immigrés maghrébins en France.
- **Atelier littérature – écriture « Élise ou la vraie vie** » de Claire Etcherelli. Atelier pédagogique proposé et animé par le département Éducation et la médiathèque Abdelmalek Sayad sur

des extraits du roman « Élise ou la vraie vie » de Claire Etcherelli dont l'action se situe à Paris, en 1957, en pleine guerre d'Algérie. Sur demande. En priorité pour les classes engagées dans un projet pédagogique.

▪ Quelques références bibliographiques pour les enseignants :

- Frédéric Abecassis, Gilles Boyer, Benoit Falaize (sous dir.), *La France et l'Algérie, leçons d'histoire : de l'école en situation coloniale à l'enseignement du fait colonial*, Lyon, éditions de l'INRP, 2007.
- Dominique Borne, Jean-Louis Nembrini, Jean-Pierre Rioux (sous dir.), *Apprendre et enseigner la guerre d'Algérie et le Maghreb contemporain*, Actes de l'Université d'été 29-31 août 2001, Direction de l'enseignement scolaire, Inspection générale de l'Éducation nationale, Bureau de la formation continue des enseignants, éditions du CRDP de l'Académie de Versailles, 2002.
- Raphaëlle Branche, Sylvie Thénault, *La guerre d'Algérie*, collection La Documentation photographique, éditions La Documentation française, n°8022, août 2001.
- Peggy Derder, *Immigration algérienne et guerre d'indépendance*, éditions La Documentation française – Cité nationale de l'histoire de l'immigration, collection « Le Point sur », 2012.
- *La France face à la décolonisation*, Textes et Documents pour la Classe, éditions Scéren-CNDP, n°840, 2002.
- *La guerre d'Algérie*, Textes et Documents pour la Classe, éditions Scéren-CNDP, n°994, 15 avril 2010.
- *La guerre d'Algérie 1954-1962*, Historiens et Géographes, n°388, octobre 2004.